



Un pour tous, tous forains ? - P.3

Plan Local d'Urbanisme : Pour aller PLU loin - P.7

De la rue de Paris à la rue de la Peur - P.10

Wesh,

« 2018 sera co-construite* (lexique p.17) ». On n'aurait pas dit mieux nous-même. Déjà, ça rime. On avait un truc aussi, mais moins classe, y avait « fuite », ou « frites »... Avec cette petite formule bien sentie, Grégoire de Lasteyrie a su trouver les mots qui nous atteignent. Vu que notre rédaction est complètement bénévole, ça nous a fait du bien. C'était comme le vin chaud des vœux du maire. La tartiflette aux coins des lèvres, on est rentré.e.s de cette cérémonie reconforté.e.s.

Dans ce numéro, avec la chronique « Yes les clichés », un billet sur un salon de bien-être bêtement sponsorisé par la mairie et la contribution inespérée d'un spécialiste incontesté du sondage, on a essayé nous aussi de « co-construire » un peu. Dans un pur esprit de concertation intergénérationnelle*, Tom a réalisé son stage de 3ème chez nous. Il a co-rédigé un article sur la délocalisation de la Fête foraine de Palaiseau. On espère bien être à fond dans la démocratie locale et participative, là.

Une fois n'est pas coup dur, sur certains sujets nos institutions peinent à afficher un tel esprit de co-construction. Elles oublient la version des gars du bar-tabac. Il paraîtrait qu'à cause d'eux, entre autres, Palaiseau a perdu un « Très » au palmarès des villes calmes. Orsay et Bures, peu enclines à la mixité, ont su garder, moyennant une ségrégation sociale des plus participatives, un confortable entre-soi bourgeois depuis fort longtemps.

Askip, on vous traduit même le « PLU », ce truc d'urbanisme très important dont on entend, ces derniers temps, causer dans une langue étrange et qui vous mène directement de la boue au brouillard.

« 2018 sera co-construite ». À cet effet, la mairie a organisé fin 2017 un sondage pour recueillir les émotions diverses et variées des palaisien.e.s les plus conquis.e.s. Nous nous sommes animé.e.s à co-déconstruire* cette petite escroquerie sondagière, fortement destinée à conforter les orientations politiques de notre maire. Vous allez voir qu'on nous prend clairement pour des échantillons.

Jaloux.ses et incrédules, on a réalisé un petit sondage, nous aussi. Dans ce numéro, vous pourrez très honnêtement nous « donner notre avis » sur Palaiseau. Renvoyez-le nous au 110 rue de Paris. On aimerait bien faire un retour, au cas où les chiffres seraient bons...

Amour radical,

L'équipe du Petit ZPL



BILAN DEMIE MANDALE

Le Lasteyrisme adulé par lui-même, ou la construction locale de l'autosatisfaction

Par Briac Chaud-Chaud

En guise de bilan à mi-parcours, Grégoire de Lasteyrie a organisé une vaste escroquerie sondagière. Retour en trois temps sur la sidérante construction d'un recueil d'avis favorables. Un questionnement bidouillé, une restitution univoque des résultats et la publication d'un diaporama en forme de camemberts ravis assurent à l'actuelle majorité un merveilleux plébiscite local. C'est le mystérieux échantillon représentatif qui doit être content. Mais qu'est-ce que c'est qu'un questionnaire ?

« **Donnez votre avis** », c'est la formule choisie par le Palaiseau Mag' et le site de la ville pour « faire le point à mi-chemin du mandat de l'équipe municipale ». Le formulaire est composé de trente questions rassemblées en dix thématiques. Dès le premier coup d'œil, il y a quelque chose qui cloche : c'est trop beau.

Dix titres en gras préparent « votre avis » : « Une ville plus **fluide** », « **Priorité** à nos enfants », « Une gestion **responsable** de l'argent public », « Une **mairie plus proche** de vous », « Des actions **concrètes** pour garantir la sécurité », « Une ville **durable** et à taille humaine », « Prendre **soin** de tous les palaisiens », « Une ville qui **bouge** », « Un cadre de vie **agréable** », « Et demain ? ». Avec une grande subtilité, les répondant.e.s sont invité.e.s à co-construire les louanges de proximité.

Un questionnement très orienté

Au cas où les répondant.e.s demeureraient un peu circonspect.e.s face à ces désignations idylliques, chaque question est introduite par des éléments d'information d'une indiscutable positivité. Le champ lexical de la performance y est sur-mobilisé : *renforcer, priorité, meilleur, inégalé, moderniser, déploiement, récompense, maîtriser, réguler, à la pointe, améliorer, efficacité, concrète, garantir, faciliter, incitatif*. Ces petites introductions reposent toujours sur trois registres classiques de la manipulation :

Formulations partiales des problématiques locales : on est prié de penser qu'il y a « des problèmes récurrents de stationnement », plutôt que de s'interroger sur l'usage de la voiture en ville. On doit avaler l'idée que les caméras de « vidéo-protection » « per-

ET AUSSI...

- Zopal en brèves p.2
- CRA - En pref, ça tend des pièges p.2
- Sondage de mi-mandat : clacos et salades p.4-5
- Dis Greg, comment on fait un sondage ? p.5
- Sexisme ordinaire à Zopal p.6
- Les Ulis : Histoire d'une ségrégation sociale p.8-9
- Business du mal-être au salon du bien-être p.11
- Cracra Car : ça roule pour la Start-up nation p.12
- Courrier d'une lectrice p.12
- On tourne en rond, point p.13
- Tènk il y aura des docs p.13
- Grosse marrade : horoscope, jeux, Askip... p.14-15

Archives, contenus exclusifs, anciens numéros : <https://lepetitzpl.zpl.zone>
Pour réagir, s'abonner, contribuer, échanger, alerter, fuiter : lepetitzpl@zpl.zone

mettent de lutter contre les incivilités* » plutôt que de questionner leur utilité, leur coût ou leur usage. On est invité à penser que la « propreté de la ville est parfois dégradée par le manque de civisme de certains » plutôt que de raisonner sur les véritables facteurs de pollution...

Compilation élogieuse des réalisations à mi-mandat ou des projets initiés ou programmés par la municipalité : on nous en fout plein les yeux avec une santé financière retrouvée sans jamais nous dire comment ont été effectuées ces merveilleuses économies. On nous bassine avec les applis de proximité et autres nouvelles technologies, sans nous décrire précisément leur mode de fonctionnement. On s'auto-congratule pour des équipements culturels rénovés sans relater que la plupart de ces réalisations avaient été initiées par la précédente municipalité.

Suite p.4 et p.5

DONNEZ NOTRE AVIS



Vous avez aimé le questionnaire de la mairie, vous allez adorer le nôtre ! Remplissez-le et retournez-le au 110 rue de Paris pour tenter de gagner un camembert.

L'ODYSSÉE DES ULIS

Par Raphaël Godechot

Direction Les Ulis. Depuis la création de la ville la plus récente de l'Essonne, Orsay et Bures-sur-Yvette ont montré une obsession sans limite pour ne pas s'ouvrir à leur jeune voisine. Alors, parano urbaine ou ségrégation volontaire ?

Françoise Marhuenda (MRC), la maire des Ulis, n'en peut plus : « ça fait 40 ans que notre ville est complètement enclavée par Orsay et Bures ». Elle a donc pris une décision radicale : fermer avec des grilles la rue piétonne entre la rue du Vaucluse des Ulis et l'allée Alfred Pohnu d'Orsay. D'abord cette action a choqué : pourquoi fermer cette rue puisque la mairie souhaite dénoncer la séparation urbaine entre les Ulis et les communes voisines ? « J'ai fait ça histoire de déclencher quelque chose... on a seulement cinq entrées et sorties par route dans la ville. » La polémique ne date pas d'hier. Elle

remonte à la création de la ville en 1977. « À l'époque, les gens d'Orsay et de Bures ont refusé le mélange avec une population qui, malheureusement, n'est pas forcément du même niveau social... C'est honteux » ajoute Françoise Marhuenda.

De son côté, David Ros (PS), le maire d'Orsay, assure qu'il n'a aucune volonté de se fermer à la commune voisine, cependant « à partir du moment où on ouvre, ça va ramener des flux de voitures dans les quartiers ! Ce n'est pas concevable » déclare le maire d'Orsay.

Suite p.8 et p.9



Brèves des confiseurs



• **Mairitocratie.** Certain-e-s lycéen-ne-s sont rentré-e-s un peu déçu-e-s de la cérémonie traditionnelle de remise des diplômes, organisée annuellement depuis l'avènement de *Palaiseau À Venir*. La remise du diplôme du Bac comme rite d'initiation à une carrière prometteuse, en voilà une idée structurante, pour une jeunesse sans repère. Il paraît qu'il existe des lycéen-ne-s enthousiastes à l'idée de serrer la poigne à Lasteyrie. Certain-e-s viennent même en famille. Mais les rites d'initiation, c'est aussi le bon moment pour apprendre la hiérarchie. En effet, seul-e-s les plus méritant-e-s ont pu monter sur le podium, à savoir uniquement les bachelier-e-s titulaires d'une mention. La méritocratie*, ça doit toujours faire un peu mal aux osers.

• **Carrément plein de caméras.** On n'en attendait qu'une quarantaine, mais elles vont pousser beaucoup plus fort cet hiver. On parle désormais de « plus de cinquante caméras ». Le Parisien en a pondu un trépanant article, dans son édition du 13 décembre. Comme l'a dit Grégoire de Lasteyrie à la réunion publique du 10 octobre, « *Palaiseau n'est pas un coupe-gorge, mais c'était auparavant une ville très très calme qui n'est plus que très calme* ». Nouvelle année, nouveaux cadeaux. Noël 2016, les pétards. Noël 2017, les caméras. Il

faut mettre les moyens pour revenir au calme. Pendant que les espaces verts s'arrachent pour obtenir la troisième fleur au hit parade des villes fleuries, les services de sécurité s'agitent fort pour obtenir un deuxième *Très* au palmarès des villes calmes. Les premières lorgneuses ont d'ores et déjà été installées à des endroits connus pour leur insécurité notoire. Les abords du service culturel, le parking de la mairie et le parc de la MJC sont enfin devenus des lieux de tournage. Nous y sommes désormais vidéo-protégé-e-s.

• **Julien Grousset, une réinsertion réussie.** Nous l'avons croisé lors du rite d'accueil des Nouveaux Palaisiens. Il en fait d'ailleurs partie. Nous lui avons gentiment proposé d'imaginer, dans l'intérêt de la stratégie de communication du maire, des modes de réunions moins centrées sur un seul homme, et plus partagées avec l'équipe municipale. Malheureusement, il n'a pas du tout eu l'air de comprendre ce qu'on lui disait. Et pourtant, il a lui aussi été élevé dans une banlieue difficile, Levallois Perret. Édifié dans un lycée privé à Neuilly, zone d'éducation très prioritaire, le petit Julien a souqué ferme pour intégrer Sup de Pub/INSEEC, dominante « lobbying et affaires publiques » et la prestigieuse école de communication le CELSA. Comme quoi, c'est vrai que nos banlieues ont du

talent. Afin d'approfondir le Français de souche, le jeune Julien officie ensuite dans la Sarthe, au sein du cabinet de Marc Joulaud, maire de Sablé-sur-Sarthe, un des multiples employeurs de Pénélope Fillon, malheureusement mis en examen. Puis, en plein envol, Julien devient chargé de mission pour les déplacements de la campagne présidentielle de François Fillon, malheureusement mis en examen. Sans cabinet fixe, on lit sur son jeune front les rides de la galère. La générosité de notre maire n'a du faire qu'un tour, il a pris Julien sous son aile. Le voilà chef de cabinet du maire, à Zopal. Comme quoi Palaiseau sait donner une nouvelle chance aux jeunes de banlieue les plus méritants.

• **L'écharpe est belle.** Ça rigolait pas sous les parapluies. Quelques maires en colère ont manifesté en écharpe, malgré la puissante mousson qui se déversait ce jour-là, sur le Plateau de Saclay. Ce qu'ils exigent ? La ligne 18, et vite. Bien entendu, nos collègues du *Palaiseau Mag'* couvraient l'événement, malgré les risques liés aux Cravates Block et aux jets de tracts. Parole de Zopalien-ne-s, on n'a jamais vu autant d'élu-e-s à une manif locale. Parole de Zopalien-ne-s, on n'avait jamais lu un reportage sur une manif du coin dans le *Palaiseau Mag'*. Sous les pas vrais, l'orage.

• **Aligne direct.** Terrifié-e-s comme tous nos collègues artisans-commerçants de la rue de Paris par les inquiétants attroupements de vieux jeunes, nous avons été bigrement rassuré-e-s d'apprendre que nous allions bientôt disposer du 06 perso de la police. Si le vigneron Nicolas crie sur tous les toits qu'il l'a toujours sous les yeux, alors qu'il l'a appris par cœur, nous ne l'avons malheureusement pas encore reçu. Déjà éreinté-e-s par les pathétiques attroupements qui se produisent régulièrement dans notre propre cour, et parfois jusque dans la boutique, nous nous sentons abandonné-e-s, menacé-e-s et étroit-e-s dans une zone de non-droit. Le 110 rue de Paris a été rétrogradé, selon l'observatoire du calme palaisien, de *très très* calme à *très* calme. Nous sommes pétrifié-e-s à la perspective de franchir le cap du calme.

• **Rhum Adam.** Nonobstant la laïcité, il semblerait que Le-FerryFabriqueCulturelle© version de Lasteyrie ait permis, le 15 décembre 2017, la tenue d'un concert chrétien dans ces locaux neufs, particulièrement soumis au devoir de réserve*. Les quelques spectateurs, effarés, se sont vus remettre des cantiques radicalisants ainsi que des petits punchs presque fichés S. Askip, les Anciens du Ferry, ces gros rageux plein d'amertume, se sont étonnés de cette facilité alors même qu'ils

furent emmerdés à l'époque pour quelques bières et un projet festif de « *Chorba pour Tous* ». La mairie s'était montrée réticente, pour cause de troubles de voisinage et de « neutralité républicaine ». Askip Jésus est plus laïque que le Ramadan. Askip le rhum est moins bruyant que la bière. Ça sent le deux foi, deux mesures. Ça sent le deux boire deux mesures. Le meilleur dans le rhum vieux, c'est le devoir de réserve.

• **Timbrée cette Poste ?** Mais qu'est-ce qui est si galère à réparer dans une boîte à lettres jaune ? C'est la question que les nombreux usagers du RER gare de Palaiseau doivent se poser. Le fond de la boîte a rouillé ou alors elle ferme mal ou alors... ? Bah, on sèche, les hypothèses sont rares... Mais alors pourquoi est-elle « en réparation » et inutilisable depuis 6 mois ? Contactés à ce sujet, les employés de la Poste peinent à répondre. Le nouveau management morcelle, éloigne décideurs et employés. Du coup, on n'a pas réussi à savoir qui était le responsable du tout nouveau tout beau bureau de poste de Palaiseau. Avec de la persévérance, on a quand même réussi à savoir, qu'en fait, la réparation de la boîte de la gare est sous-traitée et que, manifestement, bien du monde s'en tamponne.

Guet-apens répétés dans les préfectures de l'Essonne et de Paris

Au revoir Bekhan, Mariana, Magomed et Akhemed, expulsés manu militari sans aucun bagage. Les enfants de l'école du Bosquet aux Ulis ne reverront plus leurs deux petits copains de 6 ans et 4 ans à la rentrée.

Les services des préfectures semblent, là qui les pratique, bien engorgés. En revanche, pour expulser une famille tchétchène cela se fait en moins de 20 heures, l'efficacité et les compétences hexagonales se révèlent brillamment grâce à une coordination sans faille des services concernés. Mais il est vrai qu'ils ont tous un certain entraînement.

Le mercredi 25 octobre au matin, à Roissy, Bekhan Y, Mariana Y, Magomed Y et Akhemed Y, le père, la mère et deux petits de 6 et 4 ans, ont été embarqués pour Varsovie contre leur gré. Là, en Pologne, ils risquent fortement d'être renvoyés en Tchétchénie, terre qu'ils fuyaient. Ils sont comme on dit « dublinés ». C'est-à-dire que, selon des accords européens signés à Dublin en 1990 puis réformés en 2003, les demandes d'asile doivent être traitées dans le premier pays où sont prises les empreintes des personnes. Sans tenir compte ni de leur volonté ni de leur liberté de circulation. Bien au contraire.

Bekhan et Mariana logeaient avec leurs deux petits, scolarisés à l'école des Bosquets, depuis plusieurs mois à l'hôtel social des Ulis dans l'Essonne. En France depuis près d'un an, ils avaient été déboutés de leur demande d'asile, et se rendaient tous les deux mois à la Préfecture de Paris. Convoqués le 24 octobre, ils y sont allés avec les enfants car c'était les vacances de la Toussaint. Mais là, l'agent administratif, au lieu d'actualiser leur récépissé comme d'habitude, leur a notifié une convocation devant un juge l'après-midi même en vue de leur expulsion et leur a fait signer les papiers correspondants. Ils ont alors immédiatement été emmenés à Roissy par des policiers qui les attendaient sur place. Rapidité et coordination des services, là ça ne traîne pas ! En revanche pas question de repasser prendre aux Ulis quelques biens personnels, ne serait-ce que quelques affaires chaudes pour les

enfants. Ils sont alors embarqués dès 6h du matin ce 25 octobre, sans même être présentés devant un juge comme cela leur avait pourtant été indiqué la veille à la préfecture.

Le préfet de Paris va certainement être récompensé pour son zèle et celui de ses agents par Gérard Collomb, le ministre de

l'intérieur, lui au moins, il fait honneur au corps des préfets.

avons pu constater combien ces employés de préfecture en avaient de l'entraînement, en particulier en Essonne. Nous avons en effet rencontré au CRA, des hommes, jeunes ou non, de différentes nationalités, Togolais, Congolais, Kurdes de nationalité irakienne, Afghans. Christian, Mustapha, Isidore, tous futurs « dublinés » qui avaient pu expérimenter la qualité et la rapidité des services préfectoraux en matière de placement en rétention en vue d'une expulsion.

ensuite au Portugal, en Italie, en Espagne, ou en Suède selon les cas. Cela en présence quelquefois d'un interprète et toujours de deux hommes en civils qui s'avèrent être des policiers. Aussitôt dit, aussitôt fait, cela ne traîne pas, c'est du beau travail. La femme, la sœur, la famille, pas informée, aura beau dès le lendemain prendre un avocat, venir témoigner au tribunal, les associations intervenir : ce sera déjà trop tard. Certains avaient des récépissés toujours en cours de validité pour plusieurs mois. Dans la majorité des cas, rien n'y fait, la machine à broyer les vies des étrangers est bien huilée et efficacement en marche.

Sans état d'âme. Banalement. La « dame du bureau 4 » de la préfecture d'Evry dort-elle bien, peut-elle être fière de ses états de service, de ses allées et venues entre le guichet 4 et le guichet 24/25 ? L'agent administratif de la préfecture de Paris pense-t-il qu'en suivant à la lettre le Ceseda, Code du séjour des étrangers et des demandeurs d'asile, il sert bien la France, jadis appelée « terre d'accueil » ? Ce qu'ils font ou participent à faire, est-il juste ?

Mais quand, sous l'égide du même ministre de l'Intérieur, la décision sera-t-elle prise de dégager des compétences tout aussi efficaces pour satisfaire d'autres services ? Particulièrement en Essonne, les services des naturalisations et des renouvellements de titres de séjour sont totalement inaccessibles par téléphone depuis plusieurs mois alors que le téléphone est le seul moyen fourni pour pouvoir obtenir un rendez-vous, moyen d'ailleurs obligatoire ! Kafkaïen ? Ubuesque... La moulinette est en marche.

Claude Peschanski, membre de l'Observatoire Citoyen du CRA de Palaiseau

**CRA : Centre de Rétention Administrative

(1) <https://observatoirecra.palajm.com/> https://www.facebook.com/observatoirecitoyen/?ref=br_rsh



l'intérieur, lui au moins, il fait honneur au corps des préfets.

Mais ne croyez pas que cela ne concerne que la préfecture de Paris, et qu'une telle efficacité s'improvise. Cela demande de l'entraînement. Et, toute l'année, à l'Observatoire citoyen du CRA** de Palaiseau (1), nous

À chaque fois se reproduit le même storyboard, le même guet-apens. Les personnes convoquées, bien souvent à la préfecture de l'Essonne, se présentent au guichet 3, qui les renvoie au guichet 4, puis ensuite à 15H30, au guichet 24/25. Et là surprise, une dame leur dit qu'ils vont être conduits au CRA de Palaiseau pour être emmenés

C'EST PAR OÙ LA FÊTE FORAINE ?

Tom est venu réaliser son stage de troisième en entreprise au sein de notre torchon. Il a débarqué mi-décembre dans la rédaction avec son idée : écrire à propos de la fête foraine de Palaiseau. Pourquoi y avait-il eu une pétition pour son maintien en 2016 ? Pourquoi avait-elle été déplacée plus loin que derrière la mairie ? Pourquoi cela avait-il fait débat ? Pourquoi maintenant, semble-t-elle moins chouette ? Avec en poche les faits relayés dans les médias locaux, nous avons sillonné le centre-ville pour tenter de répondre à ces questions.

La fête foraine passe à Palaiseau depuis plus de 35 ans. Chacune et chacun a pu en conserver des souvenirs enfantins. Benoît, par exemple, se souvient y avoir roulé sa toute première pelle. Elle s'appelait Myriam. Elle sentait la vanille. C'était en 1986. Moi, j'y avais déjà gagné un poisson rouge. Ce dernier avait malencontreusement terminé son crawl dans les toilettes, alors que Mike, le sien qu'il avait surnommé Géronimo, avait nagé plus de 7 ans. Cette super fête qui avait pris, depuis quelques années, ses habitudes sur le parking de la mairie risquait cependant d'être annulée en avril 2016, par décision du maire.

Les forains ont fait suivre une pétition pour conserver la fête, lancé une page facebook de soutien et tracté sur les marchés. Habilement, ils ont compris que ça ne chatouillerait pas trop la mairie. Alors ils ont carrément bloqué la rue de Paris, avec semi-remorques, pancartes et tout. « Forains en colère », « On veut le droit au travail ! » Le mouvement social contre la Loi Travail qui traversait tout le pays semblait avoir fait des émules. Les forains réclamaient le droit de bosser. Et puis, il fallait la voir pour y croire : une véritable chaîne humaine de policiers sécurisait l'entrée de la mairie, sur le parcours de la « manif ». Face à eux... seule une trentaine de personnes, tout au plus. Quelques femmes, quelques hommes, en K-way et doudoune, sous quelques averse. Un cordon bleu de sécurité pour rien. Bref. Les démarches s'accéléraient, comme par miracle. Le maire, qui ne souhaitait pas particulièrement leur serrer la pogne avant mai - quand la fête était prévue pour avril - se libère dès le lendemain et les rencontre. Les forains obtiennent gain de cause in extremis, la fête est délocalisée rue Cyprien Muret, non loin des terrains de tennis, vers l'usine désaffectée.

Mais la fête est réduite. Faute de temps, les autos n'ont pas pu tamponner plus de 4 jours cette année-là, contre 15 auparavant.

« Selon le maire (LR), Grégoire de Lasteyrie, leur présence pénaliseraient les commerçants locaux ».

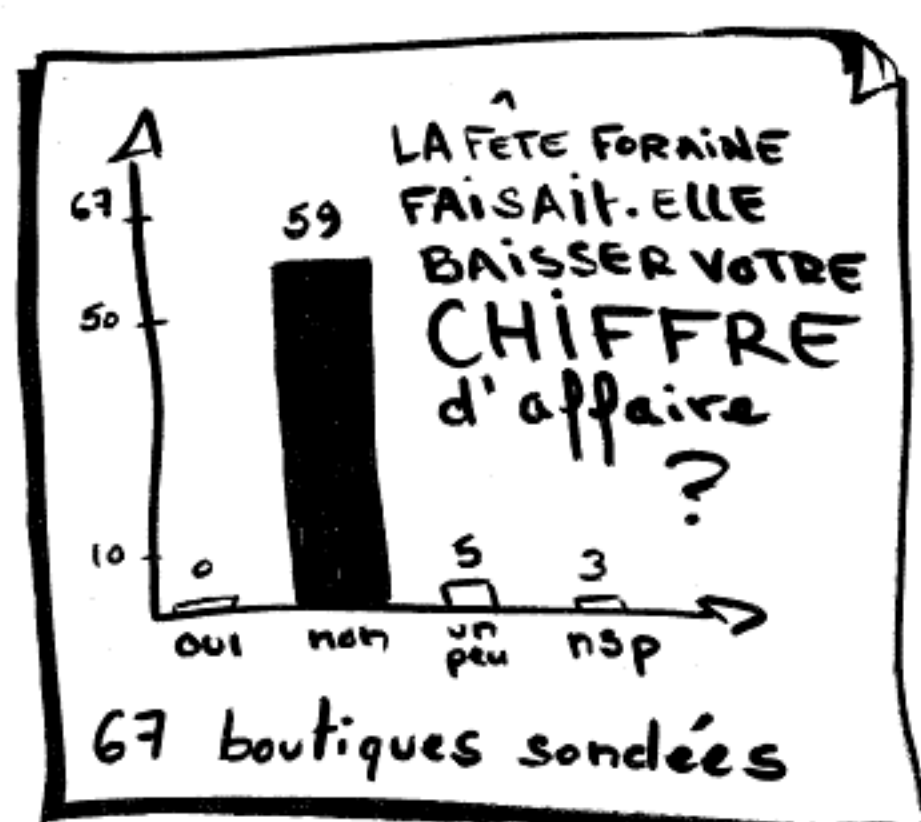
Le Parisien - « A Palaiseau, le blocus des forains en colère » - 12 avril 2016.

Pour justifier cette décision d'annulation, dans un premier temps, et de délocalisation ensuite, l'ancien président de l'Essor Palaisien - une importante association de commerçants - était cité dans Le Parisien : « A chaque fois que le parking est monopolisé c'est presque 30% en moins sur notre chiffre d'affaires ». Trente pourcents dites donc ! Même pas plus ? Pas moins ?

Nous sommes allés voir les commerçants pour en discuter avec eux.

A Palaiseau, deux tiers des commerces palaisiens sont implantés dans la rue de Paris. En mettant de côté les nouveaux commerces qui n'étaient pas encore installés à l'époque et les banques, nous avons pu interroger les gérants de 67 boutiques.

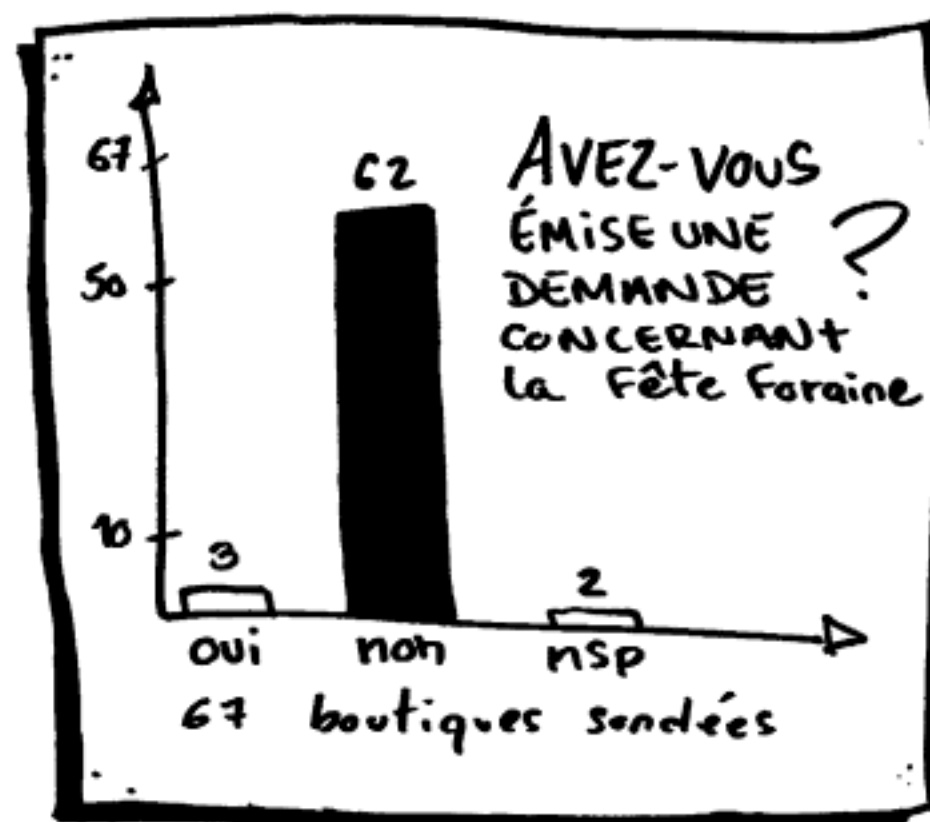
Du Miroir 2000, en bas de la rue de Paris à la Cave à vins tout en haut, en passant par le Chocolatier De Neuville à la gare, 5 de ces 67 commerces reconnaissent avoir vu leur chiffre d'affaire baisser. Mais d'un petit peu. Que « 30% quand même, c'est un peu exagéré ». 3 ne se prononcent pas. Les 59 autres commerces ont répondu unanimement qu'aucun impact lié à la fête foraine dans sa version « derrière la mairie » n'avait été ressenti sur la trésorerie. Nous leurs avons alors posé une seconde question.



Le Palaiseau Vag'

Suite à l'article du Parisien, le Palaiseau Mag' de mai 2016 justifiait dans ses colonnes la délocalisation de la fête foraine par un petit encart très justement intitulé « La fête foraine déménage ». Dans ce bulletin municipal, nous apprenions que ce déménagement faisait « suite à la demande des commerçants qui souffraient de se voir amputer d'un parking pendant 3 semaines ».

Alors rebelote. Aux 67 boutiques que nous avons sondées nous avons demandé si une réclamation de la sorte avait été formulée de leur part. A nouveau, les réponses sont unanimes : si beaucoup reconnaissent que même la brocante du bout galeux, le village des assos ou encore la fête de la



ville - et tout ce qui ressemble de près ou de loin à une animation en fait - monopolisent aussi des places de parking, seuls 3 commerçants disent avoir fait remonter une demande au maire concernant la Fête Foraine. 2 ne se prononcent pas. Les 62 autres se montrent surpris, tantôt amusés. Ils affirment ni n'avoir été consultés, ni fait remonter de demande particulière. « La fête foraine n'a jamais été un sujet de discussions entre commerçants » avons-nous recueilli sur de nombreux seuils. « Des demandes, nous en faisons régulièrement. On les fait clairement et par écrit. On n'a jamais fait de demande officielle au sujet de la fête foraine » confirme le nouveau président de l'Essor Palaisien. Ça, ça doit encore être un bel exemple de concertation réussie, j'parie.

Cerise sur le churros, nous avons croisé Eric Houet, conseiller municipal de la majorité, en charge des relations avec les commerçants. « Mon sentiment c'est même que ça ramène du monde dans le centre, ce qui est plutôt bon pour le commerce » confie-t-il, bien placé pour en parler. En gros, il était vachement d'accord avec ce que nous a dit la grande majorité des commerçants.

Certains disent entretenir des liens cordiaux et parfois même commerciaux avec les forains. D'ailleurs loin qu'on s'en souvienne, des coupons « Fête Foraine » sur lesquelles on peut récolter des tickets

gratuits sont déposés chaque année dans les boutiques du centre. A une époque ils étaient même prédécoupés. C'était bien pratique. Nous, on a surtout entendu parler de Villebon II comme d'un aspirateur à clients, du stationnement même des commerçants du centre qui deviendrait parfois gênants et des clients qui se gareraient bien jusque dans la vitrine s'ils le pouvaient. Se mettre en marche c'est parfois plus compliqué qu'on le croit. Même pour quelques dizaines de mètres ?

Dernier tour et on ferme

Au fond, comme on nous a joliment dit par ci par là, peut-être que le maire en avait simplement marre d'entendre en boucle David Guetta depuis ses fenêtres. La queue du mickey, n'en parlons pas. Même si c'était qu'une fois par an. David Guetta c'est pour les d'jeun's des auto-tamponneuses. Chacun de ceux que nous avons interrogés a pu nous donner son avis. « C'est surtout une décision politique », « Peut-être qu'ils ne payaient pas de taxes ? »,

« Ça ramenait des racailles, paraît-il ». « C'est dommage, c'était bien pour les enfants » ...

A vrai dire, vouloir éloigner un peu la fête du centre-ville n'est pas un gros problème. Dans d'autres villes aussi les fêtes foraines sont excentrées. Pourquoi pas chez nous, comme dirait le maire. Mais la manière dont le dossier fut traité, la façon dont les délégués syndicaux des forains, malgré leurs multiples relances furent ignorés, démontre ici un bon gros mépris pour la barbe à papa. Le public ciblé par ses jeux et friandises est généralement jeune. Il vient un peu plus peupler le centre-ville qu'il ne le fait d'habitude, et ce deux semaines par an. Ça dynamise les marchands de bonbecs et les grecs. Ça fait de l'intergénérationnel. Non, sans blague, à Palaiseau ça change un peu.

Mais qu'ils aillent ailleurs !

De ne proposer aux forains qu'un rendez-vous en mai - quand la fête était prévue pour avril - prouve une fois de plus l'obstination de la mairie à empêcher, contrôler ou encadrer des fêtes populaires. Les exemples sont d'autant plus nombreux lorsqu'il s'agit de fêtes ou d'événements dont la municipalité n'a pas les commandes. Pour autant, la pression instaurée par les forains fut payante et aura permis de régler l'affaire rapidement. A deux semis remorques et vingt péquins, la méthode du blocus a fait bafouiller la municipalité. Cette méthode, quoi qu'on en pense, s'est montrée plutôt efficace. Plus rapide que d'autres, que l'on retrouve dans quelques luttes locales, rapidement maîtrisées par des clefs de bras administratives et qui finissent quasi toujours en « projet participatif, co-construit, concerté et pragmatique », sans âmes et impersonnels.

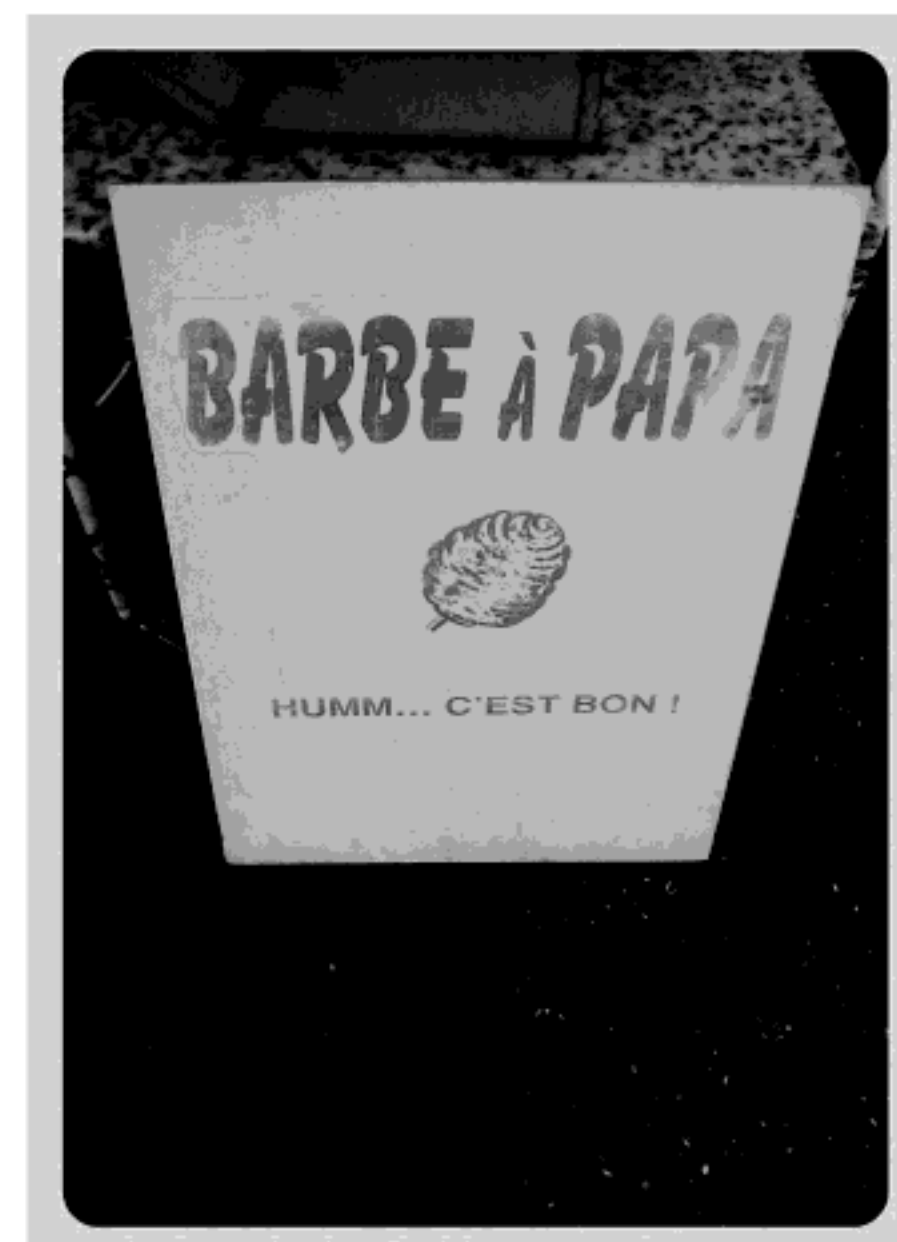
Enfin, comment est-il possible que des informations relayées par Le Parisien et le Palaiseau Mag' aient été à ce point approximatives et infidèles à la vision des marchands, concernant la fête foraine ? Des mauvais esprits pourraient presque croire en l'instrumentalisation médiatico-politique des commerçants dans le but d'envoyer, avec des fleurs, tout ce petit monde du manège, des pommes d'amour et des chouchous, aller faire son cirque ailleurs. Mais là, ce serait presque voir le mal partout.

Cette année la Fête Foraine se tiendra rue Cyprien Muret, du 07 au 22 avril 2018.

Tom, stagiaire de 3ème dans la pépinière d'entreprises Petit ZPL-Cuculla Pralinae, avec Mike Strach, tuteur de stage à toute heure

BARBE À PAPA

Tout est plein d'espoir
Ça pêche aux canards
Tout est vertical
Ça sent la samba
La fille aux longs cils
Vrille à la chenille
Son nichon hilare
Valdingue au hasard
Tout part en pétards
Ça rêve en dollars
Dix milles spirales
Et vingt milles appâts
Ça fait des p'tits tours
Ça crève la dalle
Les p'tits cœurs s'emballent
Des pommes d'amour
Au bord du trottoir
Tombée dans la mare
La gosse qui chiale
Sa barbe à papa



Briacosaure Calvitis

ERIC CHOUETTE

Bien décidé à concurrencer le maire, qui a plus d'une longueur d'avance sur les autres au concours « ma binette partout », Eric Houet désespère de ne plus se voir dans le Palaiseau Mag'. L'élu de la majorité, en charge du commerce local se sent évincé, carrément boycotté par le directeur de publication du bulletin municipal, Lasteyrie en personne (15 fois sa tronche, lui, dans le Pal Mag' de Février). Il dit même, smiley mort de rire à l'appui, qu'il a le sentiment d'être censuré. Pourtant, on peut voir Eric Houet un peu partout, même dans des p'tits événements. On peut lui serrer la pince aux concerts, au bar, aux fêtes de voisins, dans la rue et même chez nous : il est passé acheter un pull « 91 ZOPAL ». Y a franchement pas à dire, Eric Houet à l'air vachement chouette. Pour 2018, il a fait parvenir une petite carte de vœux aux commerçants de Zopal. On y a même eu droit deux fois, nous. Sur sa carte, Eric ratrape son retard 18 fois et en mosaïque : Eric Chouette en photo avec un artiste. Eric Poète avec des seniors. Eric Houaich avec des djeun's. Eric Chouquette avec des p'tits nenfants. Eric Silhouette avec des sportifs. Eric Souhaite avec des mariées et Eric Houet avec les commerçants. Il manque juste Eric Mouette chez le poissonnier, Eric Brouette avec les services techniques ou Eric Pirouette avec des élus de l'opposition. N'empêche qu'en y regardant bien, on trouve une photo en double, à côté de celle où il est déguisé en Père-Noël. Avec tout ça, Eric Houet grignote assurément des places au concours de l'exhibitionnisme politique local. Il nous présente aussi, au verso, « Palaiseau Ensemble », l'association qu'il préside. Son objectif est « de proposer une alternative politique sans entrer dans le dialogue simpliste gauche/droite mais d'œuvrer uniquement pour notre intérêt local ». L'ancien candidat du parti de Dupont-Aignan fait désormais l'apologie simpliste du centrisme de proximité. On sait pas vous, mais nous, on a bien l'impression qu'un autre grand concours se prépare.

(1) Le Parisien - « A Palaiseau, le blocus des forains en colère » - Avril 2016 <http://www.leparisien.fr/palaiseau-91120/a-palaiseau-le-blocus-des-forains-en-colere-12-04-2016-5709169.php>

BILAN DEMIE MANDALE

SUITE DE L'ARTICLE P.1

Comparaisons avec la précédente mandature ou avec de mystérieuses « autres communes », toujours à l'avantage de l'actuelle majorité : on apprend que Palaiseau a maintenu ses prestations pour les « moins jeunes » (sic.), « contrairement à d'autres communes », mais on ne saura pas lesquelles, voire de « nombreuses autres communes ». On nous prévient que la ville a révisé son PLU, mais on ne sait pas comment. On nous proclame que l'actuelle majorité a créé trois fois plus de places en crèches que les deux mandats précédents, mais sans jamais nous dire combien.

Bref, les répondant-e-s sont censé-e-s témoigner d'une confiance aveugle aux auteur-e-s du questionnaire, mais on a beau chercher partout, on ne trouvera nulle part l'ébauche d'une autocritique, l'expression d'un doute ou d'une insuffisance, l'amorce d'un véritable questionnement adressé aux répondant-e-s. C'est sans doute qu'il faut mettre les avis dans les meilleures dispositions.

Des réponses soigneusement fléchées

Enchanté-e-s par les gros titres, charmé-e-s par le résumé flatteur des réalisations lasteyriennes, les répondant-e-s gagnent enfin le droit d'exprimer leurs opinions. Les dés sont alors soigneusement pipés :

Sur les 92 réponses possibles, seules 28 réponses peuvent correspondre à une opposition à la politique municipale, à suggérer une alternative, voire à une contestation. Les formulations sont alors fréquemment évasives, absurdes ou franchement grotesques :

Sur la « bonne santé financière de la commune », si vous ne pensez pas que c'est « un objectif essentiel » ou « une priorité parmi d'autres », vous pouvez cocher la case « c'est un non-sujet »... Ah bon, hein. Sur les impôts locaux, vous avez le droit de penser qu'il « faut continuer à les stabiliser » ou qu'il faut « les diminuer avant la fin du mandat ». Si vous pensez qu'il peut être sage de les répartir plus justement, voire de les augmenter en tenant compte des moyens financiers des foyers, vous pourrez éventuellement proposer « une suggestion », mais votre réponse ne figurera pas dans les résultats... Sur les caméras dites de « vidéo-protection », si vous êtes pour, vous pourrez proclamer que « c'est une décision de bon sens », si vous êtes à fond, vous pouvez dire que « c'est une bonne décision mais il faut déployer encore plus de caméras », mais si vous êtes contre,



vous vous contenterez de cocher « ce n'est pas une bonne idée ». Pas de « suggestion » pour cette politique de « bon sens », même si vous aimeriez dire que c'est inutile, irrationnel, liberticide, coûteux et inégalitaire... Sur la politique de proximité, vous êtes prié-e-s de prendre tout le pack Café du Maire®, TellMyCity®, Nouvelle Direction de la Proximité®, et là vous devez être entièrement satisfait-e-s, ou pas du tout, ou « sans opinion ».

Bref, si pour de quelconques raisons, vous n'êtes pas tout à fait d'accord avec la politique menée par Palaiseau À Venir, il va vous falloir énormément de patience et de pugnacité pour tenter de trouver des réponses qui vous correspondent. Pour beaucoup d'opposant-e-s, on peut supposer que le meilleur usage de ce questionnaire se trouve dans la

poubelle à couvercle jaune, parce que ce papier a droit à une meilleure réincarnation.

Des tas d'absent-e-s : pas de mots qui fâchent

Enfin, on a beau lire et relire ce charmant questionnaire en long en large et en travers, on n'y trouvera jamais le mot « jeune », jamais le mot « adolescent », on n'y verra jamais le mot « égalité », ni même « pauvreté », « exclusion », « précarité », « vulnérabilité », on n'y verra pas une fois le mot « femme », ni le mot « sociabilité », ni « pollution », ni « écologie », ni « racisme » ni « discrimination »... On voit UNE fois le mot « solidaire » et on vous racontera plus tard ce qu'il va devenir... Bref, tout se passe comme si on n'était pas là pour parler politique.

Risquons d'ores et déjà une grosse hypothèse : les répondant-e-s qui auraient le toupet de penser autrement la politique municipale et son évaluation, légitimement heurté-e-s dans leurs susceptibilités, sont indirectement invité-e-s à ne pas du tout avoir envie de répondre. Il y a anguille sous coche. Le questionnaire est conçu de façon à ce que les opinions favorables à la majorité trouvent sans peine leurs cases. Les avis dubitatifs, opposés ou alternatifs doivent se contenter de formulations vides de sens ou caricaturales. Les sujets qui fâchent sont grossièrement évités.

10 OCTOBRE, LA RESTITUTION DES RÉSULTATS OU LASTEYRIE ACADEMY

Sur la forme : échange, transparence et scientificité

Pour la restitution des résultats, le maire annonce que la soirée va reposer sur « deux piliers. Le premier pilier, c'est la transparence ». En effet, dit-il, la restitution du questionnaire donne à voir des avis « qui confirment notre action et [d'autres] qui ne [la] confirment pas ». Nous sommes impressionné-e-s par cette courageuse transparence. Le deuxième pilier, c'est « un temps d'échange ». Lasteyrie prévient qu'il va d'abord présenter les résultats, « agrémentés avec les commentaires laissés par les uns et les autres » et qu'enfin, « le micro passerait parmi [nous] ».

Il affronte d'emblée la question épineuse de la scientificité de ce sondage, lançant à l'assistance une interrogation sans fard : « Est-ce que ce sondage veut dire quelque chose ? » Comme la mairie a reçu 1 300 réponses et que certaines ont été élaborées par foyers, Lasteyrie estime qu'environ 3 000 palaisien-ne-s sont concerné-e-s, ce qui fait grosso modo 10 % de la population communale. Armé de cette savante table de multiplication, il proclame qu'il s'agit donc d'un « échantillon représentatif, d'une bonne base », puisque les instituts de sondages professionnels se contentent « de 500 à 2 000 personnes » pour mesurer « les intentions de vote de plusieurs millions de Français ». À cela, il a ajouté que les répondant-e-s étaient carrément issu-e-s de toutes les tranches d'âge et de tous les quartiers de la ville. Bref, question représentativité, on n'aurait pas à rougir face à l'IFOP et à IPSOS, askip.

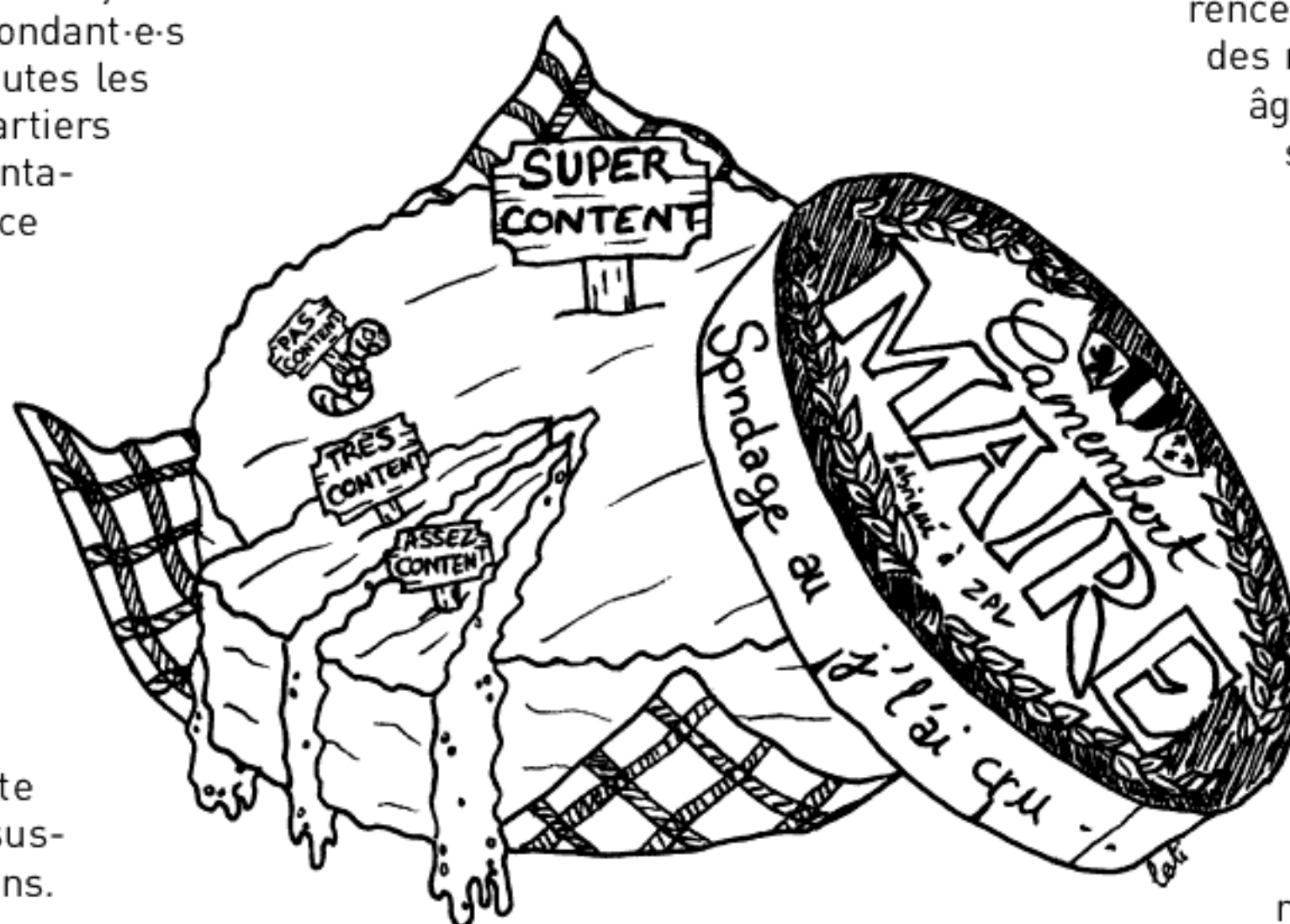
Les élu-e-s de la majorité sont sagement assis-e-s, bien rangé-e-s dans un coin de la scène. Silencieux-e-s. Pendant une longue heure et demie, nous n'entendons que Lasteyrie. C'est que les résultats de l'enquête sont tellement consensuels qu'une voix satisfaite suffit amplement. Brisons le suspense : les chiffres sont (très) bons.

On compte souvent deux tiers de content-e-s

Le stand-up obéit à des règles récurrentes. D'abord, la présentation des résultats. Miracle, c'est presque toujours un plébiscite ! Sur la majeure partie des sujets, le maire

s'enorgueillit d'être toujours d'accord avec la majorité qui est elle-même plutôt d'accord avec lui. Comme annoncé il « commente les commentaires », propose des plaisanteries désopilantes, et fait apparaître quelques réflexions de Palaisien-ne-s trié-e-s sur le volet. Comme on ne change pas une équipe qui gagne, les commentaires élogieux sont plutôt gentiment formulés, quant aux propos critiques, ils sont excessifs ou complètement à côté de la plaque. C'est du bon sens, on vous dit.

On vous passera le déroulement de cette soirée, car on a rarement assisté à autosatisfaction plus ennuyeuse. Les proportions de répondant-e-s sont subrepticement transformées en pourcentages de Palaisien-ne-s ou d'habitant-e-s, et le tour est joué. Ainsi, nous apprendrons, fasciné-e-s que « la grande majorité des Palaisiens sont attentifs (sic.) à la santé financière de la commune », puisque seul-e-s 3 % des répondant-e-s ont osé la case « c'est un non sujet ». Sur les impôts, askip les Palaisien-ne-s sont partagés entre stabilisation et diminution des taux. Et sur la sécurité, c'est carrément 85 % de gens qui pensent que c'est un enjeu majeur. C'est exactement la même unanimité pour la politique en direction des seniors : 85 % approuvent.



On atteint l'acmé pour la conclusion, sobriement intitulée « Les priorités des Palaisiens » : moins d'impôts (49 %), plus d'emploi

(48 %), plus de sécurité (40 %). Ce qui tombe plutôt bien, puisque ce sont exactement les orientations du lasteyrisme. C'est fou cette osmose entre le maire et l'échantillon représentatif.

Sages comme des images : les grosses ficelles du diaporama

Les grosses ficelles, c'est sur le diaporama, disponible pour tout-e Palaisien-ne-e sur le site de la ville², qu'on les voit le mieux. C'est bien, la transparence. Détail amusant : tous-tes les petit-e-s personnages représentant « Les Palaisiens » sont blancs, sapés façon classe moyenne sup. Rien à voir avec les gens que vous croisez généralement dans la rue. Déjà là, ça sent le lapsus.

Question représentativité, on se félicite d'une forte mobilisation, à grand coup de table de multiplication magique, et les 1 300 répondant-e-s deviennent « près de 3 000 concerné-e-s ». Bref, si vous habitez chez votre grand-père et qu'il a eu la naïveté de répondre, vous êtes concerné-e-s. Encore une fois, les répondant-e-s deviennent des « Palaisiens » dans tout le document.

On hip-hip-hip-hourra ensuite parce que toutes les tranches d'âges sont représentées, askip.

Le problème, c'est que, en quête de transparence, vous allez voir l'INSEE, et l'échantillon des répondant-e-s semble un tout petit peu âgé par rapport à la démographie palaisienne, voyez plutôt :

On dirait que les « moins jeunes », comme disait le questionnaire, sont un tout petit peu sur-représentés, quand même. En effet, 48 % des répondant-e-s ont plus de 50 ans, alors que selon l'INSEE, seulement 37,2 % des habitant-e-s ont plus de 45 ans. L'échantillon satisfait est donc beaucoup plus âgé que la moyenne palaisienne. La proportion de jeunes parmi les répondant-e-s est miniature. Dans la famille répondant-e, Lasteyrie préfère le grand-père.

Ensuite, en matière de « grande représentativité », comme dit le diaporama, on remarque sans sourcilier que Lozère, le Plateau et le Centre Ville sont également sur-représentés. Les gens du Pileu et de Palaiseau Est n'ont presque pas répondu. Un-e répondant-e

sur trois habite le centre ville. L'échantillon satisfait a un peu l'air pavillonnaire...

Enfin, pour d'évidentes raisons de transparence, si vous auriez aimé connaître le niveau de vie des répondant-e-s, leur catégorie socio-professionnelle, la répartition des sexes et éventuellement la composition familiale, vous ne pouvez que vous gratter la tête, on ne leur a pas demandé... Rêvons un peu : pour la transparence et la signification de ces résultats, il eût été raisonnable de demander aux répondant-e-s leurs orientations politiques, mais apparemment, le bon sens n'en a pas besoin.

Si vous avez envie d'en savoir plus sur la méthode d'élaboration des questions, des réponses et du traitement des résultats, et même sur le fabuleux panel représentatif, nul besoin d'aller chercher un énigmatique cabinet extérieur ou un institut de sondage, puisque c'est la mairie elle-même qui a concocté ce bijou de mi-mandat. Un bon hommage, c'est mieux quand c'est *home-made*. C'est ce qu'on appelle un sondage à taille humaine.

Pourtant, quelque chose nous dit que l'échantillon satisfait penche un tout petit peu à droite. Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que ça se voit dans la plupart des réponses. Mais

ce qu'il y a de préoccupant, c'est que la question qui aurait pu le donner à voir avec une émouvante netteté a fait l'objet d'un traitement particulier dans le diaporama. En effet, la clé se trouve dans la question 29 : « Pour vous, quelles sont les actions prioritaires à mener ? » Cette question permet plusieurs réponses possibles :

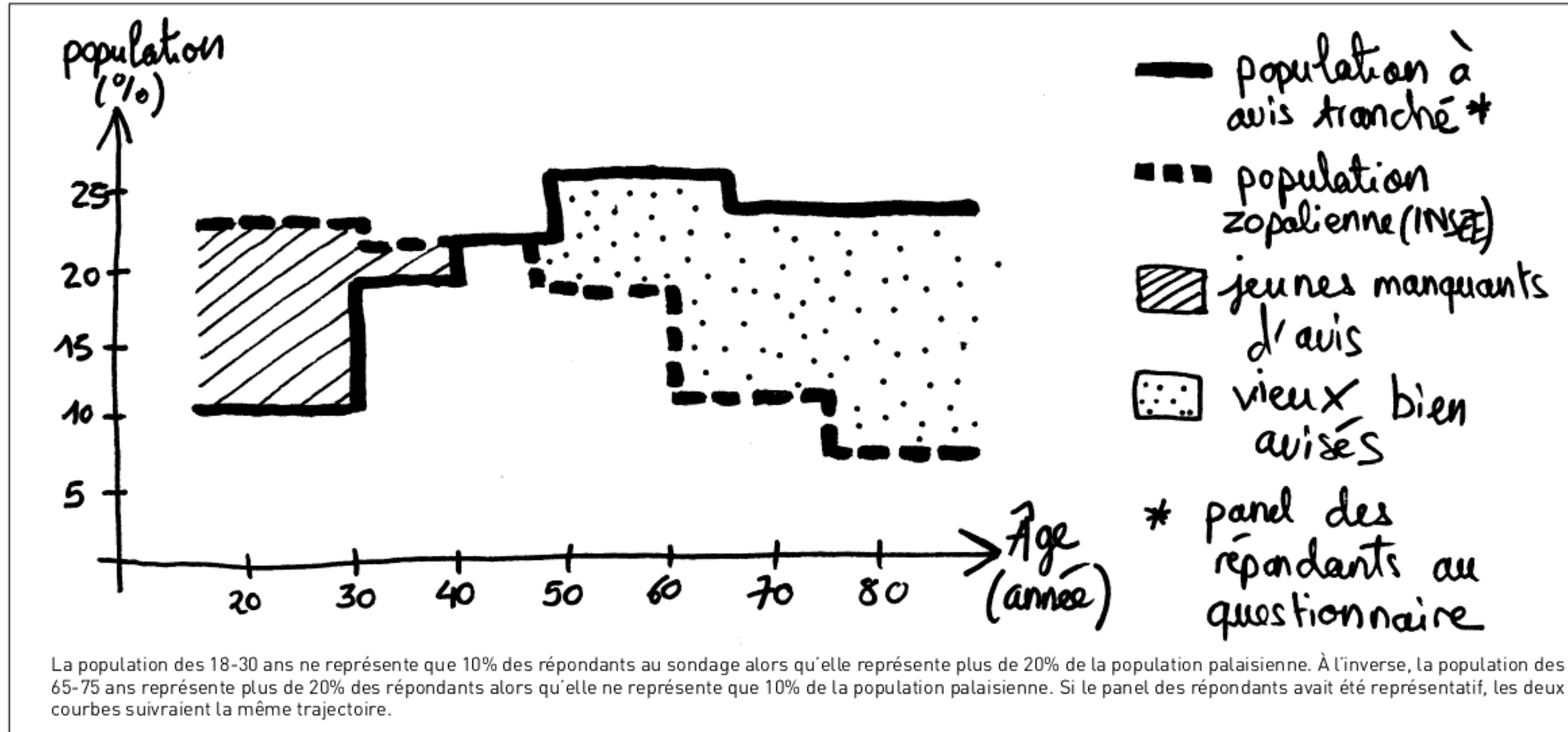
- Plus d'animations
- Plus de sécurité
- Plus de solidarité
- Plus d'activité économique et d'emplois

- Moins d'impôts

- Autres

Souvenez-vous, c'est à partir de cette question que Lasteyrie avait pompeusement proclamé les priorités des « Palaisiens » : moins d'impôts, plus de sécurité, plus d'emplois. Et bien là, sur le diaporama, on ne saura jamais quelles proportions de répondant-e-s ont coché les cases « plus d'animations », « plus de solidarité » ou « autres », cases les plus hospitalières à nos yeux. Tout simplement, les chiffres ne sont pas indiqués. En bon-ne-s conspirationnistes, on a tendance à penser que si ces scores ne sont pas mentionnés, c'est que ça cache quelque chose. Des tout petits scores pour l'animation et la solidarité, ça en dit tellement long sur l'échantillon...

Briac Chaud-Chaud



[1] On trouve une fois l'expression « moins jeunes » pour qualifier les personnes âgées

[2] http://www.ville-palaiseau.fr/fileadmin/palaiseau/MEDIA/07_Culture_sports_loisirs/diaporama-reunion_publique_bat.pdf



LA FABRIQUE DU CONSENTEMENT

Faire une enquête par sondage, c'est comme ouvrir les huitres : il y a une méthode à suivre, sinon ça peut être dangereux.

L'évaluation de l'efficacité de l'action municipale est un type d'enquête dont les règles sont maîtrisées par les grands instituts de sondage. C'est un métier, ça coûte de l'argent. La ville de Palaiseau a décidé de produire sa propre enquête avec les moyens du bord. On peut penser que cette économie va dans le bon sens, celui de l'optimisation budgétaire. Mais l'amateurisme a ses limites. Voici en 6 points, les erreurs qui décrédibilisent la démarche de la municipalité.

1. Mettre en place soi-même sa propre évaluation revient à être juge et partie. Il faut évidemment s'attendre à une absence de recul.

Posture vis-à-vis de la démarche d'enquête : inadaptée.

2. La méthode de l'enquête choisie est la distribution de questionnaires papier dans le Palaiseau Mag avec une enveloppe T pour le retour. Un lien vers un questionnaire Google Docs est également disponible sur le site de la ville. La fiche technique du sondage indique : « 1 300 réponses, soit plus de 3 000 personnes représentées, tous les quartiers de la ville et tous les âges sont représentés, une forte mobilisation et une grande représentativité ». Une vraie fiche technique, dont le contenu est défini par la commission des sondages, doit comporter : la cible (ensemble de la population âgée de 18 ans et plus), le mode de recueil, les dates de terrain, le nombre d'interviews, les quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle de la personne de référence, quartier dans le cas des enquêtes au niveau communal). Dans l'enquête de Palaiseau, on ne sait pas si c'est un homme ou une femme qui répond, on n'a pas non plus sa catégorie socioprofessionnelle.

Toutes les réponses du questionnaire sont facultatives, il peut donc en plus y avoir des données manquantes.

Fiche technique du sondage : incomplète.

3. Le mode de recueil auto-administré suppose que l'on prenne en compte l'ensemble des questionnaires renseignés. On en annonce ici 1 300, mais une fois ces interviews saisies dans une base, il faut comparer l'ensemble des variables sociodémographiques avec la structure de la population telle qu'elle est mesurée par le recensement. S'il y a un écart entre l'échantillon et la structure réelle, il faut effectuer un redressement, c'est-à-dire attribuer un poids supérieur ou inférieur aux réponses des groupes sous ou sur représentés. Par exemple, il y a 50 % d'hommes et 50 % de femmes à Palaiseau, or on ne sait pas s'il y a 650 hommes et 650 femmes qui ont répondu. S'il y avait 700 femmes, par exemple, il conviendrait d'attribuer un poids légèrement inférieur pour rétablir cet équilibre. Aucune mention de redressement des données n'est mentionnée. Redressement de toute façon impossible, puisque toutes les questions nécessaires ne sont pas posées, et que celles qui sont posées ne sont pas obligatoires.

Représentativité de l'échantillon : inconnue.

4. 1 300 répondants représenteraient 3 000 personnes : faux. Ils ne représentent qu'eux-mêmes. Il ne s'agit pas d'une enquête réalisée au niveau ménage, mais au niveau individu. Le questionnaire ne demande à aucun moment de répondre pour l'ensemble du foyer. D'autre part, le simple bon sens suffit pour considérer que dans une

famille donnée, il peut y avoir des opinions différentes.

Extrapolation à une partie plus importante de la population : fantaisiste.

5. Pour finir sur la méthode, et c'est sans doute le plus grave, il n'y a aucun contrôle sur les répondant-e-s. Aucune réponse n'est obligatoire sur la version online du questionnaire, aucun contrôle n'est possible sur les questionnaires papier. En clair, il est possible de répondre 100 fois de suite sur Internet (les procédures des enquêtes online des instituts de sondage empêchent de répondre plus d'une fois). 1 300 interviews sont annoncées, mais aucun contrôle n'est affiché. En clair, rien n'empêcherait le fan club de GDL* de « bourrer les urnes ». Ce qui confère à cette « enquête » le même niveau de rigueur scientifique que le système de vote de la Nouvelle Star.

Contrôle sur la base des répondant-e-s : (au mieux) opaque.

6. Une formulation neutre des questions est une règle absolue pour n'importe quelle enquête. Quand on mesure l'efficacité d'une action municipale, les questions (qu'on peut facilement trouver sur Internet) sont de ce type :

• Pour chacun des qualificatifs suivants, estimez-vous qu'il s'applique plutôt bien ou plutôt mal à la municipalité de XXX ?

- A des projets pour l'avenir de la ville ?
- Efficace ?
- Présente sur le terrain ?
- Proche des préoccupations des habitants ?

- Utilise bien l'argent des impôts locaux ?

• Concernant chacun des domaines suivants, êtes-vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt mécontent ou très mécontent de l'action de la municipalité de XXX ?

- La culture
- Le sport
- Les moyens de transport
- Les activités commerciales
- La vie associative
- Les espaces verts
- La solidarité

Les questions de l'enquête de Palaiseau sont biaisées. Elles présentent l'action municipale de Palaiseau sous un jour positif avant de proposer des items de réponses non standardisés. Par exemple :

7. Avec le développement de la ville, de nombreux « tout-petits » Palaisiens nous rejoignent. Pour répondre aux besoins des parents, la ville a créé depuis 2014 trois fois plus de places en crèche que durant les deux mandats précédents.

• Parmi les options suivantes permettant de renforcer les solutions de garde, laquelle a votre préférence ?

- Il faut concentrer notre action sur la construction de nouvelles crèches municipales
- Il faut diversifier les solutions de garde, en combinant crèches publiques, crèches d'entreprises, assistantes maternelles, haltes-garderies, gardes à domicile, etc.
- La situation actuelle est satisfaisante

8. En 2014, la situation financière de Palaiseau était jugée « préoccupante » par la Chambre régionale des comptes. Trois ans plus tard, la ville a adopté un budget d'investissement inégalé depuis 17 ans et s'est désendettée de près de 4 millions d'euros. À vos yeux, la bonne santé financière de la commune est :

- Un objectif essentiel

- Une priorité parmi d'autres

- Un non-sujet

Respect des règles de formulation des questions : totalement absent.

En conclusion, si GDL** veut se lancer dans les enquêtes, on peut lui conseiller d'investir 70€ d'argent public dans l'ouvrage de Pascal Ardilly de l'INSEE : Les techniques de sondage (Technip). C'est un excellent guide. « Je n'ai confiance dans les statistiques que lorsque je les ai moi-même falsifiées » disait Winston Churchill. Mais la rue de Paris n'est pas Downing Street.

George Gallup

** GDL : Grégoire De Lasteyrie



YES LES CLICHÉS

Une revue du sexisme à Palaiseau

Aujourd'hui, avec l'affaire *Weinstein*, les *#balancetonporc* et *#metoo*, j'entends souvent cette question : « *La femme se libère-t-elle enfin ?* » La réponse est dans la question : non. On parle encore d'« *une femme* », celle de Nivea (celle qui passe toute sa journée en talons mais qui n'a jamais mal) et des autres publicités. On voit cette femme partout, et pourtant elle n'est nulle part. Elle n'existe pas. A-t-elle déjà existé ? J'en doute. Et pourtant, on retrouve cette interrogation dans beaucoup de médias, et les articles qui suivent sont souvent dénonciateurs. Paradoxe donc : en dénonçant le sexisme (dans le contenu de l'article), on l'applique en même temps (dans le titre, avec « *la femme* »).

Par contre, « *les femmes* » existent. Ces femmes vont d'Anaïs, 8 ans, fan d'espionnage, à moi, aka « *Beyoncé* », qui suis fan de *High School Musical*¹ (hello Troy), de *Twilight*² (oh hello, Edward) et qui écris un article sur le sexisme, à Mélanie, 23 ans, qui adore être en talons et en jupe, jusqu'à Sophie, ingénieure et mère de 3 enfants, qui s'en tape d'être en baskets ou non. Bref, les femmes c'est nous toutes, et j'aime croire que « *The Future is Female*³ ».

Malheureusement, la tâche s'annonce complexe. Les viols, agressions, violences conjugales n'ont pas cessé. Si pour convaincre les plus abrutis (pardon hein, j'espère ne pas vous avoir froissé) l'argument sur l'écart de 28 % de salaire entre un homme et une femme n'est pas assez choc, alors sortons celui de la femme qui meurt sous les coups de son compagnon tous les trois jours. Cela ne passe plus. Nous devons agir. Aussi contradictoire que ça puisse paraître, messieurs, sachez que vous êtes également de la partie. Les chiffres, tout comme les mentalités, ne changent pas non plus : 85 % des dirigeants sont des hommes, 80 % des femmes sont toujours confrontées au sexisme au travail, selon le secrétaire d'État chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Ce ne sont pas que des chiffres dans le vent, et on aurait tort de dire du sexisme qu'il n'arrive qu'aux autres ou qu'il est ailleurs. Le sexisme est aussi présent ici, dans notre ville Palaiseau chérie.

Après être allée voir le film « *Coco* », (où il s'agit d'un héros et non pas d'une héroïne by the way⁴), au Cinépal, avec ma famille, je remonte la rue de Paris. Mais hold on a second, regardons les films à l'affiche aujourd'hui et en général au cinéma : on retrouvera systématiquement un film minimum où la femme est dénudée, sexy et soit aguicheuse soit difficile à avoir (une vraie « *chieuse* » dans ce cas). Yes⁵ les clichés !

Après je vais jusqu'au kiosque, en face de la boulangerie, sur la place de la Victoire. Je m'attarde, et là : grosse avalanche de sexisme, véhiculé par la presse féminine, en plus. Ces magazines, de par leurs couvertures et leurs articles, nous vendent la femme dont j'ai fait référence plus haut (allez-y, regardez). Cette femme qui n'existe pas, dans laquelle personne ne se reconnaît, mais à qui nous devons tout de même ressembler. Elle a des mensurations dites « *de rêve* », des cheveux soyeux (la plupart du temps lisses), un

visage des plus harmonieux. Où sont celles aux cheveux gris, aux grosses joues ou au grand front, avec des cuisses et un petit ou un gros bidon ? Bref, où sommes-nous représentées ?

Puis je continue à me promener, et je passe devant la meilleure boutique du monde entier : la boutique du Petit ZPL – enfin, c'est ce que je pensais jusqu'à présent. Actually⁶, les gars et les filles je dois vous dire que vous abusez grave (sorry not sorry⁷). Les mannequins ne sont que des mannequins femmes accompagnées évidemment des clichés habituels : tétons qui pointent et fesses apparentes. Et je ne parle même pas du Petit ZPL n°2, où assumer un encart sexiste ne le rend pas moins sexiste. Mais bon, vos dessinateurs sont en progrès, alors on garde espoir.

Maintenant, regardons les coiffeurs. Sans s'intéresser à leurs noms, mais juste à leurs vitrines pour l'instant. On repère des univers so pink, so girly⁸ avec bigoudis et tout le tralala, quoi. En somme, tout ce qu'il faut pour que la nana (parce qu'on aura deviné

Simple question : pourquoi différencier les salons ? Pourquoi créer des salons pour hommes, et d'autres pour femmes ? La paire de ciseaux change-t-elle ? Certes je ne suis pas coiffeuse, mais je suis presque sûre que non. Dans ce cas-là, pouvez-vous me dire pourquoi est-ce que les femmes doivent payer systématiquement plus cher, ne serait-ce que pour un soin ?

J'avoue, j'aurais pu pousser les portes des deux salons et faire mine de faire la queue pour feuilleter les magazines et les comparer ; mais j'avoue, j'étais avec #QLF¹⁰, et moi et mes cheveux crépus, on aurait fait tache. Mais pas la peine d'être un génie pour deviner que l'on retrouvera les magazines du kiosque chez « *Maman & Princesse* », et des magazines de foot/automobile chez « *Papa & Fiston* ». Re-Yes les clichés !

Donc sur une seule rue, aka¹¹ une des plus fréquentées de Palaiseau (si ce n'est la plus fréquentée), on a déjà une bonne grosse vague de sexisme. Il suffit seulement d'être un peu de plus attentifs.

Là, je n'ai fait qu'une rue, qu'un endroit de Zopal, mais si on regarde de manière plus générale, on peut aussi constater des choses plutôt fun¹².

N'avez-vous jamais remarqué que les noms des écoles sont quasiment tous à la gloire d'hommes, à l'exception de Caroline Aigle, Louise Michel et Camille Claudel ? César Franck, Joseph Bara, Frédéric Joliot-Curie, Paul Langevin, Charles Péguy, Henri Poincaré, Étienne Tailhan, Édouard Vaillant, Roger Ferdinand, Eugène Deloges, Jean Macé, Henri Wallon, n'est-ce pas, Docteur Morère ? Là encore, inconsciemment, les enfants intériorisent un monde où il n'y a presque que des hommes qui ont mérité de donner leurs noms à des écoles (et je ne parle même pas des rues).

Au niveau de la politique locale, je me marre toujours autant.

Pendant que Jean-Pierre Madika se charge de la sécurité, Catherine Vittecoq s'occupe de la petite enfance. Pendant que Marie Christine Graveleau s'occupe du scolaire, de la jeunesse, de la famille et de l'enfance, Hervé

Paillet gère les finances. Pendant que Régina Lahutte se charge des jeunes parents, Jean-Yves Sire s'occupe du sport... Chacun à sa place, en gros.

Sans compter que Palaiseau n'a jamais connu de mairE, (et par maire j'entends maire élue en tête de liste, d'où mon tchao à Claire Robillard). Et je douuute que ce soit parce qu'aucune femme n'en ait les compétences.

Combattre ces inégalités, ça se fait dès l'éducation. Éduquer sa fille à faire ce qu'elle aime, peu importe si c'est de la maçonnerie ou de la coiffure. Lui faire comprendre que personne n'a à lui dire « *tu ne peux pas faire cela car tu es une fille* ». Lui apprendre qu'être née fille est autant un privilège qu'être né garçon. C'est éduquer son fils de la même manière. Lui dire que la danse classique, c'est également pour lui. Lui faire comprendre que demander l'autorisation à une fille pour l'embrasser ne veut pas dire qu'elle est fragile, mais qu'au contraire, ça veut dire qu'on la respecte. C'est pouvoir offrir des dinettes à son fils et des jeux d'espionnage à sa fille.

Quant à moi, je continuerai de porter mon badge « *Sexisme ? Pas notre genre !* », de faire des revues de presse sur le sexisme en histoire-géographie, et d'écrire des articles.

XOXO¹³

Lucie SBZ

(1) *High School Musical* : classique des années 2000, cette comédie musicale narre le dilemme de Troy entre son statut social au lycée (capitaine ultra-populaire de l'équipe de basket) et sa passion (chanter sur scène)

(2) *Twilight* : classique des histoires romantiques. L'amour entre Edward -vampire- et Bella -humaine- est iconique, voire inconditionnel. Une vraie référence quoi. Avis perso : les livres sont teeeeellement mieux que les films, rien à voir (de la part de quelqu'un qui a dû relire le premier tome cinq fois en une semaine).

(3) *The future is female* : expression féministe, en gros « *le future appartient aux femmes* ». Les femmes sont l'avenir, l'avenir c'est les femmes. Bref, on adore on adhère !

(4) *By the way* : « *d'ailleurs* » ou « *au fait* ». Ça donne un petit côté français, parfait pour épater l'équipe du Petit ZPL. *By the way*, je ne fais pas que des soirées cocooning.

(5) *Yes* : « *oui* ». Mais fallait-il vraiment le préciser ?

(6) *Actually* : « *en fait* », mot à caser lorsqu'on veut faire croire qu'on est super calé niveau américain. Actually, on peut très bien dire « *en fait* ».

(7) *Sorry not sorry* : « *désolé mais pas désolé* ». À utiliser lorsqu'on veut se la péter, genre « *Sorry not sorry* » mais j'ai sorti un article dans le journal le plus en vogue de Palaiseau et pas toi.

(8) *So pink, so girly* : « *très rose, très fi-fille* »

(9) *Cocooning* : un moment cocooning est un moment détente, tranquille. Synonyme de chill. *Twilight* est parfait pour une soirée cocooning, et je m'y connais.

(10) *#QLF* : « *que la famille* ». Là, vous êtes sûres de passer pour quelqu'un-e de super djeun's, trop stylé-e, dans l'ère du temps.

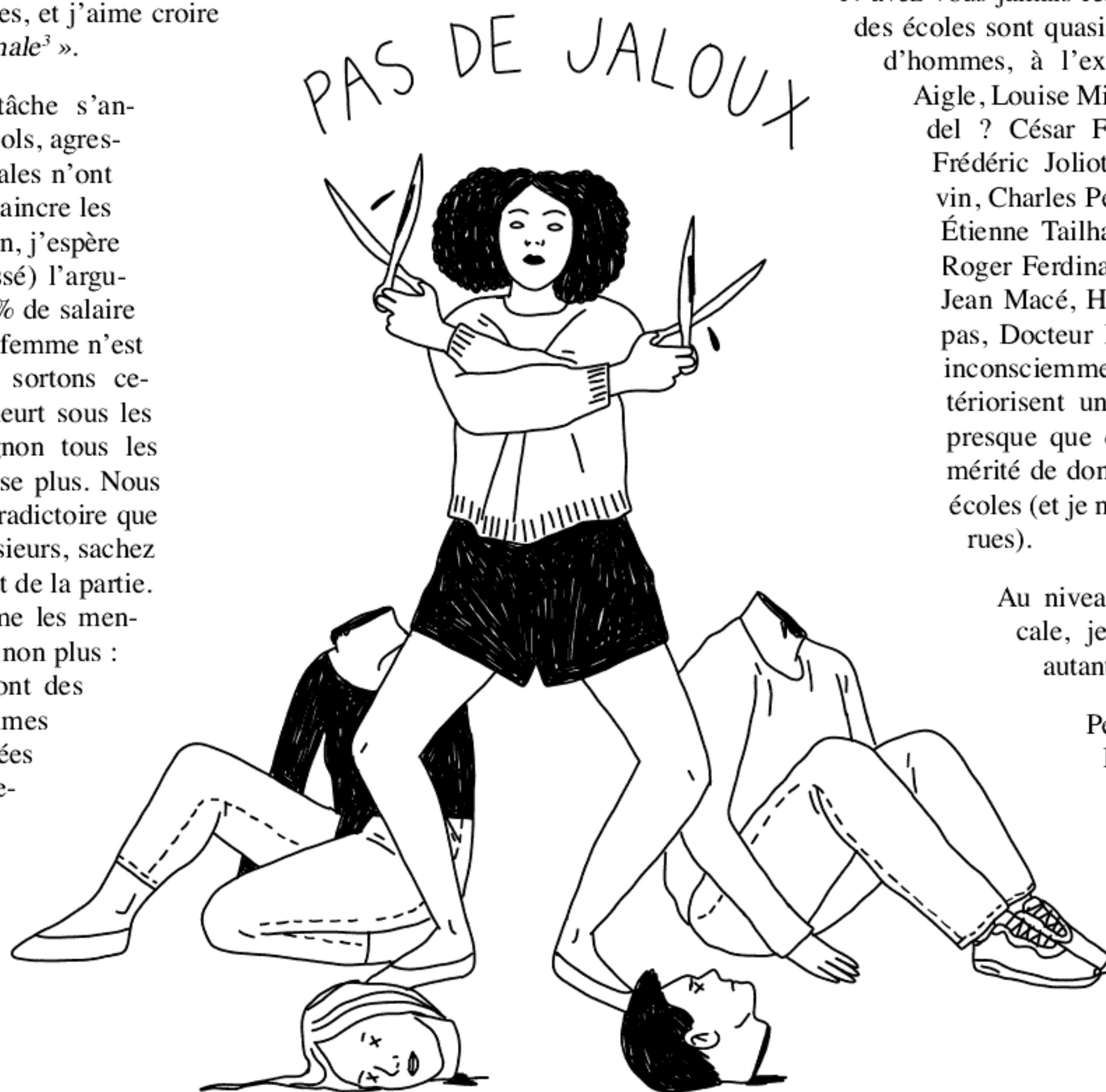
(11) *AKA* : « *Also Known As* », aussi connu sous le nom de. Précède un blaze, un surnom, etc.

(12) *Fun* : « *rigolo* », et j'ai justement pas de truc rigolo à rajouter ici. Quand Edward quitte Bella dans *Twilight 2*, c'est pas fun du tout.

(13) *XOXO* : « *bisous bisous* » en français, c'est en fait une référence pour les vrais-es, à la série *Gossip Girl* qui raconte la vie de l'Upper East Side (quartier riche +++++ de New-York). Aussi un classique.

Exemple de la mort qui tue :

By the way, j'adore regarder *Twilight* et *High School Musical* aka les deux meilleurs films de tous les temps, dans lesquels, *sorry not sorry*, on voit trop que *actually the future is female*, en plus je passe des moments super *cocooning* et super *fun* en la compagnie d'Edward et de Troy, c'est trop *#QLF* pour moi. Sur ce, *XOXO*.



qu'il s'agit d'un salon pour femmes) passe un bon moment cocooning⁹ pendant qu'on prend soin d'elle, comme elle est supposée le faire pour bien se faire accepter dans la société. Puis, non loin de cette vitrine rose, un univers blanc, simpliste, plutôt moderne, où l'homme (parce qu'on aura deviné qu'il s'agit d'un salon pour hommes) passe juste un moment pour se faire couper les cheveux et ça s'arrête là. Pas de belles chaises, de beaux miroirs. Non, rien que le strict minimum. Maintenant, intéressons-nous aux noms des salons. Sur « *Maman & Princesse* » et « *Papa & Fiston* », on pourrait discuter des heures, alors je vais essayer de faire ça court. Avec « *Princesse* » et « *Fiston* » on voit bien que, dès l'enfance, la fille et le garçon sont différenciés. La fille est la princesse, habillée de rose, qui a besoin qu'un prince vienne la secourir ; le garçon est le prince, brave et courageux, qui reste aux côtés de son père, également brave et courageux. Dès le plus jeune âge, les femmes sont représentées comme fragiles, dociles, incapables de se défendre elles-mêmes, ayant besoin d'un homme pour survivre. Et ça, même à Palaiseau.



Révision du PLU : L'occasion de calmer le terrain

Quoi qu'en disent les mauvaises langues, Palaiseau est bel et bien agitée et les Zopalien.nes terrorisé.es, en proie à l'assaut d'une armada en furie d'expert.es en sabotage. Peu assouvis par la stérilisation de 217 hectares de terres fertiles sur la ZAC Polytechnique, les ogres.ses de la spéculation immobilière rôdent à l'affût du moindre lopin et avancent furieusement, ravageant tout sur leur passage. Mais gardez espoir Zopalien.nes : vous pourriez faire de la révision du PLU, engagée par la municipalité, une arme pour gagner du terrain vers une ville urbanistiquement très très vivable. Voyez plutôt.

P.L.U, Révision et Enquête Publique

P.L.U signifie Plan Local d'Urbanisme. C'est un document dans lequel une municipalité explique comment elle entend encadrer le développement de la ville en terme d'urbanisme sur une vingtaine d'années. Le PLU en vigueur à Palaiseau date de 2006. Pourquoi donc le réviser alors qu'il est si récent ? C'est une volonté de l'actuelle municipalité qui y voit l'occasion de l'« adapter aux nouveaux objectifs municipaux » et d'intégrer de nouvelles obligations législatives¹. À Palaiseau c'est, dans le contexte actuel de bétonnage massif, une occasion unique pour les habitants d'exprimer leur vision de la ville pour les vingt prochaines années. Une enquête publique va bientôt être lancée et n'attend que vos précieuses contributions. L'idée est grisante, mais d'emblée vous vous dites qu'en ce qui concerne l'urbanisme et sa législation vous n'êtes pas expert.e, et qu'honnêtement vous n'y connaissez que tchi*. Allez courage, je vais essayer de vous donner les billes pour y voir un peu plus clair.

Quand une ville veut réviser son PLU, elle doit d'abord se munir d'un Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Suite à un diagnostic commandé par la ville de Palaiseau au cabinet *Espace ville*, trois axes ont été retenus : préserver l'identité des quartiers et le cadre de vie de Palaiseau, s'inscrire dans un urbanisme durable, affirmer l'attractivité du territoire. Le PLU explicite en détails, sous forme de règlement, la manière dont la municipalité souhaite encadrer tout ce qui concerne l'aspect général de la ville, dans le respect de ces axes². Ça comprend à la fois des trucs super techniques genre le nombre de mètres de retrait par rapport à la rue mais aussi des aspects plus généraux comme la hauteur des nouvelles constructions, le nombre de logement et tout ça quartier par quartier. Ce qui signifie que le territoire est divisé en différentes zones selon leur vocation, ayant chacune un règlement propre (dans le respect du PADD, bien entendu).

Des zones partout

Une carte de zonage a donc été établie toujours par le même cabinet et les zones se sont vues affublées de petits noms énigmatiques pour vous en faciliter la lecture. Jugez-en plutôt : les plus importantes, UR1 (résidentielle), UR2 (pavillonnaire sur coteaux), la plus facile à retenir N (naturelle), la plus imbue d'elle-même UX (Polytechnique), celle en voie de disparition A (agricole), l'hermétique UAE 1, 2 et 3 (activité économique), UL le parent pauvre (loisirs/sport), le « pas sûr qu'il existe » 1AUR (accueil gens du voyage) et les « là c'est sûr on y va » UP (urbaine en projet), etc. Je disais donc que chaque zone avait un règlement propre sur ce qu'on peut y faire ou pas. En zone N, c'est inconstructible par exemple.

Pour vous mâcher un peu le travail, c'est aux zones « en projet » qu'il faut prêter attention. Les zones pavillonnaire et résidentielle (UR 1 et 2), elles, sont plutôt bien protégées de l'urbanisation. En effet, sur ces zones, le règlement du PLU est très restrictif et utilise certains leviers. Comme, par exemple, imposer un certain périmètre de jardin, un gabarit de construction, etc. Ce qui y limite le nombre de nouveaux logements à 10-15 par an.

La zone partout

Concentrons-nous sur les UP. Sur ces zones « urbaines en projet », y'a ce qui s'appelle des OAP : Opérations d'Aménagement et de Programmation. Une OAP présente la manière dont la municipalité souhaite réhabiliter, restructurer ou aménager des quartiers ou secteurs de son territoire. Dans ce projet de PLU, il y a cinq OAP. Elles concernent le secteur Tronchet en plein centre-ville sur le site même du légendaire foyer Douillette et son chouette jardin, l'îlot Ferrié-Paveurs de Montrouge en haut de la rue de Paris, au niveau de la gare, le Plateau (quartier Camille Claudel) et enfin le marché et la maison de quartier du Pileu. Une OAP peut éga-

A cela s'ajoute une supercherie dans la production de chiffres : les étudiants. En effet, le logement étudiant est une bulle spéculative très en vogue ces derniers temps, cela n'a rien à voir avec du logement type résidence universitaire, vu que c'est du logement étudiant privé. Pourtant, ça compte comme logement social et ça fleurit à Palaiseau. Ce qui permet par exemple d'annoncer 33% de social sur Ferrié. Sans l'étudiant et le retraité (une maison de retraite est prévue), ça nous ramènerait à 23% (dixit le maire). Sans compter le fait que sur notre territoire, la grande majorité des étudiants fréquentent des grandes écoles. Statistiquement parlant, pas besoin de vous faire un dessin, ils ne sont globalement pas



lement être adoptée sur l'ensemble du territoire autour d'une problématique donnée. En l'occurrence une OAP « Mobilités et circulations douces » figure au programme du nouveau PLU. Sur les cinq, deux en sont à un stade avancé et des projets concrets sont présentés.

Des zones pour tous ?

Sur Tronchet et Ferrié, très peu d'équipements et de parcs publics sont prévus, au mieux c'est du mini jardin privatif. Le programme c'est essentiellement du logement, la question c'est pour qui ? En gros, quel genre de population cherche-t-on à attirer ? La mixité sociale, quoi ! De prime abord, la municipalité aborde la question, pourcentage en main : on est bien doté, nous. Merci aux cocos* des années 60 à début 90, on affiche fièrement 36,72% de logements sociaux. L'obligation pour une ville comme la nôtre, c'est 20%, donc, on est bien là. En plus, sur la nouvelle ZAC Polytechnique, il est prévu 20% de logements sociaux. Donc ? Ben, y'a « pas lieu de prévoir d'outils spécifiques en la matière dans le dispositif réglementaire pour le reste du territoire »³. En gros, ça veut dire que y'a suffisamment de social en centre-ville et sur le Plateau, on n'a qu'à faire de l'accession à la propriété et bienvenue aux promoteurs. Pas d'ambiguïté : un bon coup d'pouce à la gentrification, ou embourgeoisement urbain, phénomène grâce auquel on transforme efficacement le profil social d'un quartier, d'une ville. Et nouveau type d'habitant s'accorde bien avec nouvel électoralat, n'est-il pas ?

issus des classes populaires.

Pour ce qui est de l'accueil des Gens du voyage, la zone 1AUR est prévue pour recevoir des équipements pour gens du voyage, mais « sédentarisés »⁴, si, si. C'est chouette cette approche du vivre ensemble. Visualisez la carte de Palaiseau et ses nouvelles constructions : rien que sur les deux projets en centre-ville, on parle de 500 logements avec une grande majorité en accession, sans blague ! Et sur le reste de la commune, aucune obligation ou même incitation de principe à s'ouvrir à la mixité sociale. Donc voyez, de mixité sociale, vous pourriez lui en causer au commissaire enquêteur dans son registre disponible en mairie.

Toujours plus haut, toujours moins beau ?

Autre bizarrerie sur ces deux opérations de Tronchet et Ferrié, la municipalité est propriétaire des lots. Elle a donc décidé, sous prétexte de « maîtrise communale », de déroger à la règle du R+3 (rez-de-chaussée plus 3 étages, environ 10 mètres de hauteur). Sur ces deux projets, il est inscrit au PLU la possibilité de construire à R+5. Ce qui revient à des bâtiments de 18 mètres de hauteur en plein centre-ville, voire 20% de plus sous certaines conditions⁵. Une fois cela inscrit dans le PLU, les promoteurs sauront très certainement en tirer profit. En plus, cela crée un précédent. Le loup dans la bergerie ! De beauté, c'est de ça qu'il faudrait aussi parler...

Une zone inconstructible menacée

Encore un enjeu de grande importance à mes yeux : le quartier Camille Claudel, qui fait lui aussi l'objet d'une OAP. Là, il s'agit de bétonnage pur et dur, pas de densification. Le projet c'est de construire entre 200 à 250 autres logements, et ce sans volonté de construire du social, faut-il le préciser ? Ce secteur, dé-classé N pour l'occasion, s'appelle la Croix de Villebois et représente 32,5 hectares. J'ai tenté de le localiser et disons que ça concerne les quelques champs en face de la piscine La Vague jusqu'à Polytechnique.

Là aussi, y'a une belle carte à jouer. C'est que monsieur le maire conditionne l'ouverture de ce « ... potentiel » à l'obtention d'une seconde gare sur la ligne 18. Son discours est clair : le secteur de la Croix de Villebois ne sera ouvert à l'urbanisation qu'à condition que l'État prévoie une seconde gare sur le tracé de la ligne de métro. Dans le PLU révisé, vous pourrez lire cette phrase x fois. C'est un sujet brûlant sur lequel il communiqué beaucoup n'hésitant pas à s'improviser meneur de manif (voir brève p.2).

En gros, pas de gare pas de nouveaux bâtiments ! Il le dit et le répète à qui veut l'entendre. Toutefois, la récente décision du gouvernement contraire les ambitions de notre maire. En effet, dans le contexte de l'abandon de la candidature de la France pour l'organisation de l'Exposition Universelle, il n'y a plus d'urgence à entreprendre la ligne 18. Restons vigilants (le projet n'est que retardé) et force de proposition.

Pourtant, dans les trois axes du PADD, rappelez-vous le plan de développement durable, deux concernent la qualité de vie et le maintien d'une ville verte. L'axe II, en particulier, s'épanche sur comment on va faire de la ville verte, protéger les espaces naturels et sensibles, favoriser la biodiversité, limiter la perméabilité des sols, rendre possible une agriculture périurbaine et biologique. Dans l'OAP même, il est écrit noir sur blanc qu'en construisant des logements on va « valoriser les terrains agricoles du Plateau ». Je vous juuuure ! En ce qui me concerne, je regrette l'orientation globale de cette OAP Plateau. Ce qu'il faut défendre à mon avis, c'est une OAP Plateau qui interdit toute construction sur ce secteur de la Croix de Villebois. Voire même, aller au-delà et innover en défendant le principe d'une OAP Protection des espaces naturels, sensibles et agricoles sur tout le territoire de la commune. Donc, là, vous avez un angle d'attaque de plus pour la consultation.

Consultation et règles de l'art

Vous êtes certainement dans le même cas de figure que mon amie Mathilde. Vous avez bien vu, aperçu ça ou là dans le *Palaiseau mag'*, des annonces qui parlent du plu (prononcez-le en une seule syllabe) mais, comme plu ça fait pas trop bon temps, vous vous en êtes illico désintéressés. En fait, quand une mairie révisé son P.L.U - c'est bien, maintenant vous épelez - elle a l'obligation d'organiser une consultation. L'idée est d'associer les habitant.es à l'élaboration du PLU. Il est d'ailleurs fortement recommandé d'y associer un public diversifié et représentatif. A Palaiseau, la municipalité a mis le paquet sur la consultation, ce dont vous aviez vaguement eu vent dans le journal municipal. C'est du propre,

fait dans les règles de l'art. RAS. Y'a même un site internet, avec tous les documents relatifs à la question. Tout ce que j'vous ai raconté c'est de là que ça vient (<http://www.plu-palaiseau.fr>).

Trop peu de personnes s'y sont intéressées. La faute au langage abscons utilisé qui décourage d'emblée d'importantes franges de la population⁶. La faute à la manière dont la consultation a été conçue (réunions, ateliers) qui n'a certainement pas été des plus innovantes. Autrement ça aurait peut-être suscité plus d'intérêt. Et même ceux qu'on tenté ont eu du mal. Au cours de réunions publiques, certain.es se sont plaints du caractère illisible des cartes mises à disposition. Des élu.es de l'opposition ont régulièrement manifesté leur regret des conditions dans lesquelles ils ont dû travailler sur ce dossier : documents longs (jusqu'à plus de 300 pages) remis au dernier moment, absence de débat contradictoire. Par ailleurs, certaines des remarques issues de ces ateliers « citoyens » ont été prises en compte, en particulier pour ce qui est des circulations douces mais pas au sujet du logement par exemple, ou de la préservation des espaces encore naturels.

Zone d'arrivée, dernière ligne droite.

Bref, après deux années de consultation, nous en voici à l'ultime phase : l'enquête publique. Un commissaire enquêteur est nommé. N'étant pas partie prenante, il porte un regard objectif et remet un rapport où il note ses conclusions. Un registre sera disponible en mairie (et en ligne) pendant deux mois entre mars et avril 2018.

Le PLU, franchement, ça vaut le coup de s'y pencher et de donner son avis. D'autres points mériteraient qu'on s'y attarde tout autant. La ZAC Polytechnique, par exemple, en est totalement absente alors qu'elle occupe 217 hectares de la commune, parce que c'est soi-disant l'Etat qui décide tout seul sur ce secteur classé OIN (opération d'intérêt national). Ou alors, s'intéresser à la contradiction entre l'OAP « Mobilités » et l'importance donnée au stationnement. La disparition du règlement sur la protection des arbres dans certaines zones plutôt boisées de la ville. Rappel que les terrains réservés à cette satanée ligne 18 sont en fait classés EBC (espaces boisés classés). Ou s'interroger sur la nouvelle zone UX2AGP créée sans règlement sur un espace naturel. Et la Batterie de la Pointe ? S'indigner sur le fait que sur 900 nouveaux logements, une partie invisible sera réservée à du « social »⁷. Pas d'inquiétude, je suis persuadée que vous trouverez bien un truc qui vous passionne dans le PLU. Mais, n'oubliez surtout pas d'aller consigner tout ça où vous savez.

Sabrina Belbachir

(1) Lois ALLUR, Grenelle II notamment

(2) et d'un tas d'autres documents dits supra communaux

(3) Document justification des choix, p.142, <http://www.plu-palaiseau.fr/assets/2.2-justification-des-choix-retenus.pdf>

(4) Idem, p.69

(5) Règlement, p.60 <http://www.plu-palaiseau.fr/assets/6.-r%c3%a4glement.pdf>

(6) Selon un bilan d'expérience, les jeunes et les locataires sont deux publics difficiles à mobiliser bien que fortement concernés.

(7) Inventaire non-exhaustif, inspirée d'une intervention de PTC à un conseil municipal, <http://ptc.odass.org/2017/11/02/conseil-municipal-du-16-octobre-2017-vote-du-plu-intervention-detaillee/>



L'ODYSSÉE

SUITE DE L'ARTICLE P1

David Ros affirme que le problème n'est donc absolument pas d'ordre social. « Il y a un enclavement des Ulis, mais pour moi l'enclavement en termes de circulation n'a rien à voir avec la ségrégation sociale » assure-t-il.

L'histoire d'une ville qui ne devait pas en être une ...

Les différences sociales et économiques entre Les Ulis et les communes voisines sont évidentes. Aujourd'hui, les indicateurs de chômage, de pauvreté et de logements précaires sont bien plus élevés aux Ulis que dans toutes les villes adjacentes¹. Pour comprendre comment la commune a évolué de la sorte, il faut remonter à ses origines.

En 1956, le plateau de Mondétour commence à être aménagé, mais à l'époque, pas question de créer une nouvelle ville. Il s'agit au départ d'une Zone d'Urbanisation Prioritaire (ZUP), que se partagent Orsay et Bures. Sur le plateau, les bâtiments poussent comme les champignons dans les champs d'autrefois². Puis, en 1971, alors que les habitant-e-s commencent à fortement investir les lieux, des questions commencent à se poser. La situation de statu quo (une zone, à cheval entre Orsay et Bures) semble être ingérable, surtout administrativement. Alors, une solution commence à être envisagée par Georges Thevenon, maire d'Orsay (Divers Droite) : pourquoi ne pas fusionner les communes de Bures-sur-Yvette et Orsay, ainsi que la ZUP, afin de créer une nouvelle agglomération ? Cette idée reste dans les tiroirs du maire pendant quelques années, sans jamais aboutir³.

Cependant, en 1974, tout change. Valéry Giscard d'Estaing a gagné les élections, mais François Mitterrand a fait un score significatif à Bures et Orsay. Le maire prend peur. La ZUP est, en effet, un réservoir potentiel de voix de gauche : sa proximité avec la fac et les prix attractifs des logements font qu'étudiant-e-s, universitaires, ouvriers-ères et migrant-e-s s'y installent. Toutes ces populations ont petit à petit investi les lieux : alors si les communes fusionnent, M. Thevenon, et M. Cord'Homme (le maire de Bures, également de droite), risquent probablement de perdre leurs trônes municipaux. Le PS local l'a bien compris et soutient donc fortement l'idée de la fusion, qui lui permettrait potentiellement de diriger cette nouvelle commune. En 1976, les commissions syndicales (organismes en charge d'enquêter sur la faisabilité de ce type de projet) s'en rendent bien compte : « le projet de création d'une troisième commune ne se justifie aucunement par le souci de venir en aide aux populations et ne trouve d'explications plausibles que dans le désir du pouvoir giscardien et de ses alliés d'assurer la survie politique de notables menacés par le succès dans notre pays de la politique préconisée par les partis de gauche (...) »⁴. Les sièges des maires d'Orsay et de Bures risquent d'être également menacés si la ZUP reste partagée : les habitant-e-s pourraient, par leurs votes, renverser les pouvoirs en place. Il devient donc hors de

question de garder la ZUP ou de fusionner les communes. Une seule solution est alors politiquement envisageable : la création d'une nouvelle ville.

Les justifications contre la fusion des communes ne manquent pas : Georges Thevenon évoque la gestion calamiteuse des finances ne permettant pas de réaliser le rassemblement des villes, la complexité administrative etc. Il est même dit que la ZUP a toujours été destinée à devenir une commune. C'est pourtant faux, mais affirmé sans rougir par les droites orcéennes et buressaises. Cependant, une des justifications qui revient très fréquemment est teintée de xénophobie et d'un mépris de classe sous-jacent. (Les extraits des interviews ci-dessous datent des années 1970-80 et sont consultables aux archives municipales des Ulis.)

Dans une interview datant de 1986, Georges Thevenon choisit ses mots avec précaution. Pour justifier la création de la nouvelle commune des Ulis, il affirme que les villes sont composées « de populations à caractère très différent ». Quant au maire de Bures, Monsieur Cord'homme, il affirme pour sa part que Bures et Orsay ont « peur de perdre leur identité » si la fusion est effective.⁵

De son côté, monsieur de Curel, alors maire de Saint-Jean-de-Beauregard, refuse catégoriquement une ouverture par route entre sa commune et les Ulis. Pour lui, la fusion est « jugée impossible entre deux mondes (...) D'une part, les citadins, peut-être des déracinés car provenant de toutes provinces ou pays, d'autre part un contexte d'habitat individuel, où chaque famille, protégée de la proximité de l'autre par son jardin, est très profondément enracinée dans sa commune (...) »⁶. À noter que la ville de Saint-Jean-de-Beauregard bénéficie de 40 % de la taxe professionnelle du centre commercial les Ulis 2. Pourtant aucune voie de circulation n'est ouverte entre les deux villes, et les Ulis 2 sont entièrement situées aux Ulis. Monsieur de Curel s'est donc montré ouvert à

l'argent des Ulis, mais pas à sa population.

Seul Jean Duboscq, le maire de Marcoussis de l'époque, porte un regard lucide et critique sur les conséquences de la création d'une nouvelle ville. Il a compris que l'enclavement des Ulis, aux composantes sociales contrastées, pourrait devenir problématique. « Il me paraît peu réaliste d'isoler des entités nouvelles de communes qui étaient leurs supports. On s'orienterait dans un tel cas à une sorte de ségrégation sachant que les populations sont très différentes. (...) Ainsi il est bon de ne pas laisser s'exagérer les caractéristiques de chacun de ces groupes de population. Laisser les communes divisées serait consacrer une certaine ségrégation. »⁷ Le journal d'Orsay de l'époque, Chronique d'Orsay, souligne également de manière ouverte les pseudo-raisons d'une éventuelle séparation des villes. « Les apôtres d'on ne sait quelle ségrégation nous proposent de mettre les pavillonnaires d'un côté, les grands ensembles de l'autre : les jeunes en haut, les vieux en bas ; et même (certains le pensent) les honnêtes gens d'un côté, et plus loin ceux qui le sont moins. (...) Nous disons que cette ségrégation est artificielle, odieuse et absurde. »⁸

Dans un article de Libération, un ancien éducateur des Ulis résume la situation ainsi : « La ville [des Ulis ndr] n'a jamais été comprise par les habitants de la vallée de Chevreuse, (...) Bures et Orsay, avec leurs bois et leur tranquillité, sont plus conservatrices. Cette grande ville, avec ses tours, les trouble beaucoup. Pour eux, ici, c'est Chicago. »⁹

« Les options étaient les suivantes : garder une zone partagée entre Orsay et Bures, créer une nouvelle commune (Les Ulis), ou fusionner les villes. »

Aussi souhaitable qu'elle fût pour les droites Orcéennes et Buressoises, la dé-

cision de créer une nouvelle commune ne peut être prise sans être légitimée. Une solution semble être toute trouvée afin d'acter cette décision. En 1976, une consultation par le vote est alors organisée pour les habitant-e-s de Bures, d'Orsay et de la ZUP. Les options sont les suivantes : garder le statu quo avec la ZUP, créer une nouvelle commune (les Ulis), ou fusionner les villes. Cependant, pour beaucoup d'habitant-e-s de la ZUP, le vote n'a pas lieu. En effet, beaucoup se sont récemment installé-e-s, donc ne sont pas encore inscrit-e-s sur les listes électorales. Quant aux migrant-e-s du Plateau, puisqu'ils-elles n'ont pas la nationalité française, leur avis n'est pas pris en compte. Sans surprise, ce qui devait arriver arriva : les habitant-e-s de Bures et d'Orsay votent majoritairement pour la création des Ulis... et celles et ceux de la ZUP votent largement pour la fusion des communes. Ni une ni deux, les élus d'Orsay et Bures justifient leur décision de créer la nouvelle commune grâce à cette consultation qui prit en compte en priorité l'avis des moins affectés. Ainsi, un an plus tard, en février 1977 la ville des Ulis est officialisée. Paul Loridant (PS) en devient le premier maire.

Mais l'histoire est pleine d'ironie pour Bures et Orsay. Quelques mois après, des maires PS sont également élus dans ces communes... Les habitant-e-s du Plateau retiennent leur souffle : avec trois maires PS à Bures, à Orsay et aux Ulis, le projet de fusion n'est finalement peut-être pas mort ! Ils-elles sont vite déçu-e-s. En effet, pourquoi passer de trois maires socialistes dans trois communes, à un seul pour une commune fusionnée ? Politiquement, ce serait un mauvais calcul. Le PS local ne remettra donc absolument jamais à l'ordre du jour la fusion. D'un côté, les pavillons, de l'autre les immeubles... La ZUP est bel et bien morte pour de bon, et le projet de fusion avec... Que vivent les Ulis ! Et quand on l'interroge sur la ségrégation sociale entre les Ulis et les villes voisines, Paul Loridant ne s'en inquiète pas outre-mesure : « ça s'estompera avec le temps » peut-on lire dans un article de Libération datant en 1995. L'histoire ne lui a, pour l'instant, pas donné raison.

Mission ouverture impossible

Revenons en 2017. Monsieur Ros essaye de légitimer le fait qu'Orsay et les Ulis soient deux entités bien distinctes, fermées l'une à l'autre. « Orsay a été construit comme une ville fermée, les Ulis sont venues se poser après » explique-t-il. C'est pourtant inexact. Le quartier de Mondétour à Orsay et sa nouvelle commune voisine sont situés sur le même plateau, il n'y a pas de séparation géographique (comme des rivières, forêts ou montagnes). C'est en fait depuis la création des Ulis que de jolis obstacles complètement artificiels, du type « bacs à fleurs en béton » sont apparus au fil des années afin de bloquer le passage de voitures entre les villes. Mais rien à faire, pour le maire d'Orsay, hors de question de les ouvrir aujourd'hui. Il avait même fait de la non-réouverture des rues de circulation entre les Ulis et Orsay une promesse de campagne. « On ne peut pas ouvrir ces rues aux voitures au risque de perturber ces quartiers résidentiels de Mondétour.

LES ULIS : QUOTIDIEN ENCLAVÉ



E DES ULIS



(...) si on ouvre ces routes là, ça changerait la vie des habitants. Je dis pas non à cinq ou dix ans, mais là, c'est impossible... On peut pas refaire la politique de la ville en un mandat. »

« Depuis la création des Ulis, des obstacles complètement artificiels sont apparus entre Orsay et sa nouvelle voisine. »

Pourtant, des solutions pour désenclaver les Ulis sont envisageables. On pourrait

scores les plus hauts au Front National lors des dernières élections présidentielles, de 20 à 25 % au second tour pour le bureau de vote le plus proche des Ulis » affirme David Ros (les chiffres ne sont pas encore disponibles sur le site de la mairie). Du coup, pas de risque électoral à prendre : on ferme les rues, les Ulissien-ne-s restent aux Ulis, et les électeurs-trices de Mondétour seront bien gardé-e-s.

Une seule solution : la fusion (!?)

Alors peut-on espérer que la ville d'Orsay s'ouvre un jour aux Ulis ? « Jamais tant que je serai maire » martèle David Ros. Cepen-

David est sous pression de ce quartier [de Mondétour, ndr] » affirme Françoise Marhuenda. « Ces gens ne veulent pas être enquiquinés. Et lui ne veut pas déplaire à ces riverains. C'est la raison de fond... les riverains ne veulent pas être mélangés ». ¹¹

Difficile de savoir si la fusion des communes aurait pu permettre un avenir différent aux Ulis. Mais là n'est plus la question. En attendant que les Orcéen-ne-s manifestent publiquement au maire leur désir de s'ouvrir à leur jeune voisine, la situation ne risque pas de changer. Et cela, pour les mêmes raisons qu'il y a quarante ans : des motifs électoralistes, avec en toile de fond la volonté de ne pas chambouler les préjugés de classe, teintés de xénophobie, de certain-e-s électeurs-trices. La circulation routière, elle, n'est qu'un prétexte afin de ne pas s'aventurer sur la question de la ségrégation sociale qui hante les communes voisines des Ulis, depuis sa création.

« La circulation n'est qu'un prétexte électoraliste afin de ne pas s'aventurer sur la question de la ségrégation sociale. »

« On a le sentiment que les Ulis servent de repoussoir pour les belles communes voisines. C'est vrai qu'on a 48 % de logements sociaux mais on n'a pas que ça ! On a une magnifique salle de spectacle, où viennent énormément de gens de la vallée, un tissu associatif très actif... Il faut que tout ça se mélange, on est dans la même agglomération... » soupire madame Marhuenda. Pour faire bouger les lignes politiques, la maire des Ulis ne désarme pas : « On n'exclut pas d'aller faire une action similaire à celle qu'on a faite à Orsay, mais à Bures cette fois. » L'équipe municipale envisage d'aller bloquer le rond-point d'accès aux Ulis. En attendant, la maire des Ulis a sollicité la préfète du département sur la question : « La préfète peut trancher et décider d'ouvrir les rues. De tout cœur, je souhaite que ça se termine bien. On vit bien aux Ulis, mais il faut ouvrir ces rues. Là on est dans une situation de ghetto. Et c'est pour cela qu'il faut ouvrir » conclut-elle.

Raphaël Godechot



Batnan.

par exemple décider d'ouvrir toutes les rues du Plateau en mettant des radars de vitesse, des chicanes et des dos-d'âne. La circulation d'Orsay vers les Ulis s'en trouverait répartie, et permettrait aux habitants de se rendre plus simplement d'une ville à l'autre sans passer par la route départementale. Cependant pour David Ros, cette solution n'est pas possible : « ce serait un budget énorme. » Pourtant, coûteux ou non, de Lozère au centre-ville en passant par le Guichet, les Orcéen-ne-s ont pu constater l'apparition de chicanes, d'écluses et de dos-d'âne ces dernières années, un peu partout dans la ville.

Alors qu'est-ce qui bloque réellement ?

Henri Zinaï est architecte. Il a grandi aux Ulis. Il affirme « qu'en matière d'urbanisme tout est possible. Les Ulis ont été construites sur une zone venteuse, extrêmement difficile à aménager. Le choix de désenclaver les Ulis peut être pris, mais les questions de circulation sont toujours politiques. Elles ne relèvent pas du domaine architectural. »

De fait, le problème est principalement électoral. Selon David Ros, Mondétour est un des quartiers le moins acquis au PS à Orsay. Le quartier a même « donné ses

dant, « une fusion des villes pourrait permettre de régler les problèmes de voiries. Plein de problèmes comme ça ne seront pas traités tant que ces deux communes ne seront pas fusionnées. » On peine à croire qu'une solution, envisagée et enterrée il y a plus de quarante ans, puisse être une solution voulue aujourd'hui. Contactée à ce sujet, madame Marhuenda, maire des Ulis répond dubitativement : « Pourquoi pas... mais il faudrait faire marche arrière sur le référendum fait en 1976... Mais ce ne sont pas les deux maires qui décident. On a jamais réfléchi à ça. C'est une manière de repousser le sujet. Le maire d'Orsay ne m'a jamais posé la question, on n'en a jamais parlé. Personne n'en a jamais parlé. C'est une solution provocatrice. » Evidemment, après quarante ans de vie séparée, il est aujourd'hui inenvisageable que les deux communes puissent fusionner.

Le maire d'Orsay concède que « l'ouverture de ces rues améliorerait certainement le quotidien des Ulissiens, mais cela dégraderait celui des Orcéens ». Il ne voit pas « l'avantage pour les Orcéens d'aller dans les quartiers des Ulis. Oui, il y a une ségrégation dans la façon dont la ville a été construite, mais sa résolution ne passe pas par la circulation ». Pourtant la commune d'Orsay s'est donné beaucoup de mal pour rester fermée aux Ulis au fil des années. «



- 1) Insee, comparateur de territoires : Orsay <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-91471>
- Les Ulis <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1405599?geo=COM-91692>
- 2) Inventaire Île de France Diagnostic patrimonial de l'OIN Paris-Saclay : Les Ulis, accessible à <http://inventaire.iledefrance.fr/dossinventaire/publication/les-ulis-synthese.pdf>
- 3) Comptes rendus des rencontres des 18, 30 septembre et 2 octobre 1986 avec monsieur Georges Thevenon (consultables aux archives municipales des Ulis)
- 4) Chronique d'Orsay - Le devenir des Ulis, Janvier 1977, (consultable aux archives municipales des Ulis)
- 5) Compte rendu de la rencontre du 23 mai 1986 avec monsieur Cord'Homme (consultables aux archives municipales des Ulis)
- 6) Rencontre du 22 septembre 1986 avec monsieur de Curel, maire de Saint-Jean-de-Beauregard (consultable aux archives municipales des Ulis)
- 7) Le Messager de Bures sur Yvette - Bures, Orsay, Les Ulis : Une, Deux ou Trois Communes, mars 1974 (consultable aux archives municipales des Ulis)
- 8) Chronique d'Orsay - Le devenir des Ulis, de Bures et d'Orsay. Statuquo, fusion ou séparation ? Consultation le 14 mars 1976, février 1976 (consultable aux archives municipales des Ulis)
- 9) Libération - Les Ulis, la dernière ville majeure, 4 mars 1995 http://www.liberation.fr/libe-3-metro/1995/03/04/les-ulis-la-derniere-ville-majeure_128100
- 10) Chronique d'Orsay - Résultats complets de la consultation du 14 mars 1976 sur l'avenir des Ulis - avril 1976 (consultable aux archives municipales des Ulis)
- 11) Le Parisien - « S'ils enlèvent le mur, on va louer une bétonneuse et on le remontera nous-mêmes ! » 14 avril 2017 <http://www.leparisien.fr/essonne-91/les-ulis-la-ville-en-tame-un-bras-de-fer-pour-rompre-son-enclavement-14-04-2017-6855084.php>

CIRCULEZ Y'A RIEN A BOIRE

Histoires et déboires des gars du Bar-Tabac du Jean Bart

Elle devait en avoir de la gueule, l'escorte préfectorale qui a déambulé dans la rue de Paris début décembre. Le commissaire de Palaiseau, accompagné du sous-préfet ainsi que de quelques policier-es ont arpenté les commerces établis dans ce que *Le Parisien* désigne comme l'« une des plus belles artères commerçantes de l'Essonne¹ ». Que venaient-ils donc faire ici ?

Loin d'apprécier à sa juste valeur le dynamisme marchand de l'hyper-centre palaisien, la délégation était venue pour prévenir des « petits problèmes qui ne valent pas un appel au 17² ». Pour « être dans la pédagogie³ ». Pour « être vraiment dans le bien vivre ensemble⁴ » alors que « certains n'ont pas conscience qu'ils troublent l'ordre public⁵ ». Dans un contexte d'accroissement des « situations irritantes qui créent un sentiment d'insécurité⁶ » comme dit le sous-préfet, il était évident qu'un journaliste du Parisien couvre l'évènement.

Dans un premier temps, l'article nous a fait rigoler. Passé l'amertume d'avoir encore raté un scoop, on a décidé de s'y pencher. Certes, nous savons que le fait divers fait diversion, comme dit Bourdieu, mais comme ça s'inscrit à cent mètres de notre boutique, on se demandait ce qu'il fallait écrire sur ces histoires de comptoir. On a vu des contrôles policiers insistants aux abords du bar-tabac. Des commerçant-es nous ont parlé de périptéries rue de Paris. La police a joué des semaines aux voitures-ventouses aux abords de la gare. Des réunions de sécurité ont été organisées par le maire pour tenter de rassurer les commerçant-es. Bref, Palaiseau n'est plus qu'une ville très calme⁷.

Que se passe-t-il rue de Paris ?

Au fond, rien d'extraordinaire, comme dans énormément de villes, des hommes se retrouvent au bar, dans la rue, dans des squares, sur des bancs. Pour discuter, boire un coup, se marrer... Dans le langage pétri d'objectivité du Parisien, il s'agit d'« incivilités ou [d'] attroupements [qui] gênent parfois les passants⁸ ». Si le journaliste cite à moult reprises le commissaire, le sous-préfet, l'élus à la sécurité et les commerçant-es, les passant-es irrité-es et les présumé-es irritant-es n'ont pas voix au chapitre. Irrité-es par le sensationnalisme discret du Parisien, nous nous sommes dit que nous pourrions au moins relever le point de vue d'habitué-s de la rue de Paris. On est allé aggraver l'attrouplement au bar-tabac du Jean Bart.

On ne va pas vous mentir, on voit bien ceux qui étaient pointés ainsi. Grosso modo, il y avait les jeunots de la Rue de la Gare, et les vieux jeunes de la place de la Victoire. Les premiers, on ne les voit plus. Peu d'entre eux sont Palaisiens. La police a beaucoup stagné auprès d'eux, dans le but de les délocaliser. Les seconds sont toujours là. En tant que passants, on n'a jamais eu de situation irritante avec eux. Faut être honnête, c'est pas ce qu'ont dit toutes les passantes. Alors on a été voir la bande de vieux jeunes qui se retrouvent là. Comme ça picole un peu beaucoup, comme y a des noirs et des arabes et comme c'est rien que des hommes, y a plein de gens à qui ça fait peur.

On a donc invité Samir, Souleymane, Marius et Nordine** à nous raconter leur version des faits, vu que même s'ils « stagnent », le journaliste du Parisien n'a pas été foutu de les trouver.

Marius envoie directement : « On n'a pas de diplômes, le seul taf qu'on a, c'est dans la grande distribution ou dans des entreprises, on commence tôt et on finit tôt, donc forcément à midi, la moitié des gens pense qu'on est des gros branleurs, alors qu'on sort du taf ».

Ils se présentent. Marius a la bonne trentaine, il bosse pour un hypermarché depuis 15 ans. C'est lui qui se lève tôt et qui taffe tôt. Généralement il rejoint ses potes en début

d'après-midi. Samir, lui il a largement dépassé la vingtaine. Il boit pas, il fume pas, il joue pas. Il galère à trouver du taf. Il est hébergé dans une institution. Nordine, à deux doigts de la trentaine, est ambulancier-brancardier. Il vit avec sa concubine à Palaiseau depuis quelques mois. Et Souleymane, il a pas dit son âge. Il cherche une piaule. Actuellement il est sans domicile. On veut pas faire chialer dans vos chaumières, mais il y en a qui ont du taf, d'autres pas. Il y en a qui picolent, d'autres pas. Il y en a qui sont logés, d'autres pas.

Qu'est-ce qu'ils nous racontent ? Qu'on les chasse de tous les endroits où ils se retrouvent habituellement. Ils avaient l'habitude de se retrouver au square et « aujourd'hui, y a quoi, y a plus de bancs là-bas » (Marius), « y a écrit square public des Champs Frétau, donc normalement c'est fait pour se poser, non ? » (Nordine). Le groupe cherche alors un p'tit coin plus hospitalier, devant la laverie automatique, face au Carrefour, Place de la Victoire, et puis devant le Jean Bart.

« On joue au chat et à la souris » (Marius). À chaque fois, c'est la même chose, la police passe, traque les canettes, contrôle les papiers, demande de circuler, et le manège reprend ailleurs. A quoi ressemble, selon eux, la « pédagogie » vantée par le commissaire Vallence ? Ça ressemble à des gardes à vue : « ils nous gardent une heure ou deux et puis ils nous relâchent » (Samir). Ça ressemble à des amendes, parce qu'Untel a trop bu, parce qu'Untel a mis la musique trop fort pour la police, parce qu'Untel n'avait pas ses papiers. Ça sonne comme « un champs infractionnel bas⁹ ».

Et avec les commerçant-es et les passant-es, c'est tendu comment ?

Rien de grave, de leurs points de vue. « On dérange personne, moi j'fréquente tout l'monde », « on consomme, on joue ». « Le problème, c'est qu'il y a pas de terrasse, alors on va s'mettre où pour fumer ? ». « Il suffit qu'il y ait deux-trois vieux, tu sais, qui



brouille. On a quand même conseillé à Samir de lâcher la grappe à Suzanne, puisque à un moment, il nous a demandé des conseils. C'est rien que des chamailleries, et Suzanne sait se défendre. Askip Suzanne aussi, elle leur balance des trucs racistes.

Ils ne se disent pas responsables de harcèlement de rue. Ouais, on a quand même des copines qui racontent qu'il y a des comportements relous avec les femmes dans ce coin-là. On sait tous très bien qu'un groupe exclusivement masculin, ça part vite en phallocratie*. Mais Samir, Souleymane, Marius et Nordine nous disent que c'est pas leur genre à eux, et qu'ils ne sont quand même pas responsables des actes de tous les hommes qui se retrouvent là. On a bien conscience des multiples formes d'appropriation masculine de l'espace public, sujet sérieux qui nécessiterait d'être approfondi, mais notons que ce ne sont pas ces agissements qui attirent l'attention de la police, du préfet, du

maire adjoint à la sécurité et du journaliste du Parisien. On fera un article à ce sujet dans un prochain numéro.

Mais que fait la police ?

« Depuis qu'ils sont partis eux, [les cow-boys]¹⁰ ça s'inscrit super bien avec la police municipale, c'est des « bonjour », et des « au revoir », mais les autres, la police nationale, ce qu'ils nous font c'est pas possible ! » (Marius). La police nationale passe fréquemment, verbalise la musique, la consommation d'alcool, insiste pour mettre en marche le « street staging* », contrôle les papiers, demande les numéros de téléphone, embarque au poste, place en garde à vue illico, et ironise même parfois, au commissariat, avec eux, sur les minuscules infractions qu'on leur reproche constamment. « [La policière], elle m'a dit : j'envoie ça à Evry mais ça va partir à la corbeille... » (Souleymane). Les contraventions se multiplient. Ça se compte déjà en dizaines. Nordine jure qu'il ne les payera jamais. Nos présumés irritants savent relativiser ces petites mésaventures avec la police, mais ils n'ont pas particulièrement apprécié les menottes pour si peu. À peine sortis du comico, ils se retrouvent évidemment aux mêmes endroits pour partager cette expérience. Comme quoi la pédagogie qui marche, c'est l'art de la répétition.

La pédagogie des gars du Jean Bart

Il se trouve qu'ils ont des idées, pour le mieux vivre ensemble. Ils disent qu'il leur faut des lieux sympas, accueillants, ils parlent de tous les locaux vides dans lesquels les « vieux jeunes » pourraient se retrouver. Faut dire aussi, plus sérieusement, que Samir a vraiment besoin d'un taf et Souleymane d'un logement. Ils parlent des bancs retirés, et Marius évoque avec nostalgie les flippers*, les baby-foot d'antan, et les fêtes ouvertes à tous :

« Le seul endroit où j'arrivais à tripper, c'était quand y avait le local là-haut, au Ferry, j'y allais avec Teddy**, on était diversifiés, on y allait, ça se passait bien, même fumer, on n'osait pas, parce qu'il y avait le respect des gamins et tout ça, et tout s'passait bien, et j'vous dis, depuis qu'ils ont coupé ce truc, ils ont enlevé les bancs, et tout ça, c'est que de la répression, c'est n'importe quoi ici. Y a plus de feu d'artifice¹¹, y a plus d'événementiel, y a rien. »

Pour les embrouilles actuelles, rien ne vaut mieux que de se parler : « Il faudrait faire une grande réunion, avec le maire, la police, avec vous et nous et tout le monde et tous les commerçants, et cartes sur table et qu'est-ce qu'il se passe ? » (Nordine)

Sociologie de comptoir

Cette histoire, ça nous donne envie de débattre notre sociologie de comptoir. En effet, on assiste à une dramatisation de conflits d'usage de l'espace public. Tout le monde a bien le droit de faire sa sociologie de comptoir, mais c'est un peu plus préoccupant quand c'est la police, l'adjoint à la sécurité, le préfet et un reporter du Parisien qui s'attroupe comme ça autour de telles préoccupations. Le fin mot de l'histoire, c'est quand on apprend que pour répondre à ces petits tracas, « la municipalité a offert un téléphone portable au commissariat¹² ». Pour quoi faire ? Bah pour appeler la police ! Pourquoi pas le 17 ? C'est pas assez grave, comme n'ose pas dire le commissaire Vallence, homme de pudeur s'il en est.

De quoi s'agit-il, au juste ? D'une sinistre stratégie de verbalisation des inconduites populaires. Ils picolent ? Mais ils sont devant un bar, saperlipopette ! Certains apportent leurs propres canettes ? C'est vrai que c'est moins classe que les verres à pied. Ils mettent

parfois de la musique sur un téléphone amplifié ? Oui, mais ça reste beaucoup moins insistant que les sélections dégoulinantes de chants suraigus qu'on impose à nos tympan, tout au long de la rue de Paris pendant le « Magic Noël ». Ils se baladent parfois sans leurs papiers ? Mais ça arrive à plein de gens ! Ils emmerdent Suzanne ? C'est pas bien, mais elle a du répondant, Suzanne, et franchement, ça demanderait pas plus qu'une petite médiation*. Ils font peur aux clients ? Ça, c'est le secret de polichinelle qui justifie cette mobilisation institutionnelle.

Bref, des commerçant-es, la mairie et la police s'engrangent dans un rôle de préservation de la tranquillité bourgeoise, avec pour toile de fond un vrai mépris de classe. Le « journaliste » du Parisien prend sagement ses notes et pond la voix de ses maîtres¹³. Au fond, les gars du Jean Bart ne font qu'exercer leur droit à la sociabilité, à leur manière, dans « une ville à taille humaine »¹⁴ où partout, on les chasse. Cette sociabilité dérange surtout celles et ceux qui rêvent d'un centre-ville aseptisé, gentrifié¹⁵, débarrassé de manifestations visibles des inégalités sociales. Ça irrite quoi ? Un fantasme d'entre-soi embourgeoisé. Nous, ça nous donne envie de répondre à la question de Nordine : « mais pourquoi on les dérange comme ça ? Pour quoi on leur fait peur ? ». Parce qu'ils ne vous ont jamais parlé.

Briac Chauvel, Mike Strach et
Raphaël Godechot

**Les prénoms ont été modifiés

(1) Cette tournure pittoresque vous est offerte par un journaliste du Parisien dans l'article : « A Palaiseau, les commerçants ont une ligne directe avec la police » - Le Parisien, 13 décembre 2017

(2) On reconnaît bien là le style modéré des grands reporters objectifs de proximité

(3) On veut pas balancer, mais c'est le commissaire Vallence qui nous livre modestement ses réflexions profondes sur le rôle éducatif de la police

(4) Le commissaire Vallence, appelons le Harmonie

(5) On sent la connivence, la relation de conscience entre l'ordre public et le commissaire Vallence

(6) Si jamais t'es irrité-e, écoute un peu le sous-préfet

(7) Allez lire les brèves, page 3, si vous n'y croyez pas

(8) Le terme incivilité est une incivilité

(9) Il s'rait pas aussi un peu poète, le commissaire Vallence ?

(10) Ce petit sumom désigne les membres les plus virils et zélés de la police municipale palaisienne. Arrivés en 2014, ils sont partis en 2017.

(11) Dans son immense compréhension des liesses populaires, Grégoire de Lasteyrie a courageusement décidé de rétablir l'année prochaine ce bouquet céleste bruyant et multicolore qu'il avait lui-même supprimé dans un geste de sobriété budgétaire.

(12) Pour d'évidentes raisons déontologiques, il faut dire que ce scoop vient du Parisien. Mais comme nous aimons aussi les investigations, nous savons de source sûre que cette idée géniale émane à l'origine de certain-es commerçant-s, qui s'étaient proposé-es d'offrir eux-mêmes un smartphone aux Schmidts, et qu'ils-elles déplorent de s'être fait piquer l'idée par la municipalité.

(13) Askip et Sassésur, le journaliste a reçu une jolie invitation institutionnelle pour mieux cadrer son reportage

(14) En voilà un beau slogan municipal qui ne veut rien dire et son contraire

(15) La gentrification désigne toutes les opérations de chasse aux pauvres et d'éloignement des classes populaires comme aiment le pratiquer les municipalités soucieuses du développement durable de la mixité bourgeoise.

SALON CHRYSALIDE :

Quand la mairie sponsorise le business du mal-être

Mi-novembre s'est tenu à Palaiseau le salon Chrysalide. Massages, relaxation, produits naturels, gymnastiques douces mais aussi tout un lot d'exposants adeptes de pratiques ésotériques*, dont on s'étonne que la mairie fasse la promotion. Séance de rattrapage à l'aide des supports de communication officielle, pour ceux qui (comme moi) ont raté l'évènement.

Samedi 18 et dimanche 19 novembre, l'espace Salvador Allende accueillait le salon Chrysalide, « le rendez-vous du bien-être ». Pour promouvoir l'évènement, la ville a fait péter la pleine page sur son site internet¹. « Qu'il est bon de se faire du bien », s'enflamme le webmaster, « pour cela direction le salon Chrysalide ! (...) Organisé par l'association Cap Terre, cet évènement regroupe les exposants de nombreuses disciplines du bien-être et du développement personnel ». Reproduite sur le site de la ville, l'affiche de l'évènement est plus kitsch qu'un calendrier de la Poste. Qu'importe, elle vend du bonheur : 80 exposants, 50 conférences et ateliers, espace massage, entrée gratuite, lots à gagner. Le tout estampillé des logos des villes de Palaiseau, d'Igny, de Verrières-le-Buisson et de quelques commerçants. Et puis surtout, au premier plan, un grand papillon bleu qui virevolte vers une source de lumière intense au milieu d'un nuage de mots : magnétisme, étiologie, numérologie, bio-énergie, géobiologie, astrothérapie... Rien que du très fiable, quoi. Il ne manque que la boule de cristal et le marc de café. Les yeux s'écarquillent. On s'étonne que des villes, en apposant leur logo sur cette affiche, s'aventurent à cautionner ces pratiques. On n'est pas au bout de nos surprises.

Pour conclure, le site de la ville donne la parole à Naël D., trésorier de Cap terre et lui-même « hypnothérapeute » à Palaiseau. Hypnothérapeute et même un peu plus. Sur son site, référencé plus bas avec les autres professionnels palaisiens participants, on apprend que Naël D. propose également thème astral, astrologie médicale et astrothérapie. « L'astrologie », y explique-t-on, « permet de trouver la cause profonde d'un mal apparent. Par le symbolisme, l'analogie, le diagnostic astro-médical révèle le malaise à l'origine du symptôme. En pratique, les énergies du zodiaque se déroulent sur le corps de la tête aux pieds. Les organes ainsi que les 11 systèmes du corps humain (respiratoire, sanguin, digestif, ...) sont portés énergétiquement par les planètes² ». Il vous en coûtera 160 € le thème astral et 80 € pour chaque séance d'accompagnement thérapeutique, sachant qu'« il est toujours intéressant de voir que le travail est toujours plus profond au fur et à mesure que des couches de plus en plus profondes sont traversées. La pacification des zones émotionnelles et psychologiques se fait par étape. Aussi, il est bon maintenir un rythme régulier entre les séances pour percer et traverser ces couches ». Vous je sais pas mais moi, avant de partir à l'assaut de mes couches profondes, j'aurais bien aimé vérifier s'il n'y avait pas une méthode plus douce à glaner au salon.

Conférences au sommet, thérapies à gogo et théories renversantes

Pour permettre aux Palaisiens d'organiser scrupuleusement leur atteinte du nirvana, la page renvoie vers le site officiel du salon³. On y trouve la présentation

des exposants, ainsi que le programme des ateliers et des conférences. Ainsi le samedi, dès 13h, il était possible de s'initier à la « thérapie couleurs » avec Frédérique P., de l'association Vie de couleurs, qui n'a pas peur d'affirmer que « se connaître par les couleurs, c'est possible ». « La couleur est un accès simple, facile (...). Encore faut-il en connaître les impacts vibratoires et psychologiques ». Et elle s'y connaît, Frédérique P. ! « Karmathérapeute, médium et peintre », elle « accompagne les êtres à se reconnecter à la guidance de leur âme, à retrouver leur boussole karmique⁴ ». A 13h45, un intervenant de l'association Artas ne proposait rien de moins qu'« accéder au meilleur de nous à travers la pratique de l'assise immobile et silencieuse ». Ainsi, bouche bée et sur le cul, il nous était donné d'accéder au meilleur de Michel P., venu présenter « l'hygiène psychique qui nous lave de nos commentaires intérieurs qui disent sans cesse du mal de nous, des autres et du monde ». Et si nos commentaires intérieurs s'avaient résistants, l'association Oasis de lumière pouvait nous aider, lors de la dernière conférence de la journée, à « porter un autre regard sur la vie : c'est (...) en comprenant son fonctionnement que nous pourrions passer de l'Ancien au Nouveau, sortir de la Dualité pour aller vers l'Unité et prendre part à l'Élévation de conscience qui émerge maintenant sur Terre ».

La liste des exposants annoncés contient des promesses de bien-être et de développement personnel tout aussi alléchantes. En cheminant de stand en stand, promis, nous pourrions nous renseigner sur la « méditation avec les minéraux » chez Cristalumière, ou nous offrir, au stand de L'Âme du rasoir, une coupe de cheveux énergétique, au cours de laquelle « la vibration émise par la lame affûtée du rasoir passe par le liquide céphalo-rachidien et va libérer la mémoire cellulaire ». Plus intense, la « thérapie vibratoire somato-olfacto-somone », par laquelle « le son vous plonge dans un état de réceptivité particulièrement favorable au voyage olfactif. La relaxation est profonde et restructurante. Les forces d'auto-guérison sont activées ». La plante peut alors « par le biais de son parfum, (...) vous délivrer un message. Elle véhicule une information qui lui est propre et qu'elle seule peut formuler ». Votre tempérament vous incite à préférer les messages délivrés par l'humain ? Qu'à cela ne tienne, rendez-vous au stand de Michel de M., tout à la fois « coach thérapeute, médium et tarologue ». Avec Michel, c'est du garanti : « à chaque consultation j'ai des flashes, intuitions, qui me permettent de préciser l'évènement. (...) Mes tarots ne sont là que pour appuyer mes flashes ». Une double garantie, en quelque sorte. Enfin, s'il s'avérait que la source de vos maux n'était pas tant en vous que chez vous, les professionnels d'Inspire Consul-

ting se tenaient à votre disposition pour faire « harmoniser votre habitation par un géobiologue » qui « vient refaire le lien entre vous et votre maison ou votre lieu de travail. Ce lien est aussi nécessaire que le lien entre un animal et son territoire. Sans un « bon » territoire, un animal ne peut pas se développer, il dépérit ».

Grégoire de Lastrotyrapie ?

Blague à part, il émerge de la communication officielle de certains exposants au salon (pas tous, loin s'en faut), un florilège de titres et de méthodes non reconnus empruntant le vocabulaire du modèle médical dont ils prétendent pourtant se détacher (thérapeutes, thérapies, praticien, offre de soins...) pour s'adresser à des personnes potentiellement vulnérables ou rencontrant des difficultés, en promettant par exemple de « soulager vos douleurs, vos maux », d'apporter une « solution rapide à la douleur, l'anxiété et toutes difficultés d'ordre émotionnel », de vous aider



à l'occasion de « troubles chroniques et fonctionnels de santé », « d'un mal être, d'une dépression chronique, d'un burn-out professionnel, d'une situation traumatique » grâce à des méthodes ayant « prouvé [leur] efficacité dans des cas très lourds » ou lors de séances thérapeutiques permettant de faire l'« état de vos zones de fragilité » ou « d'accueillir la souffrance pour la transformer ». Libre à chacun de trouver le mieux-être et l'épanouissement par tout moyen qu'il jugera bon pour lui. Le rôle de l'autorité publique est de rappeler que toutes les méthodes ne se valent pas (certaines ont montré des preuves scientifiques d'efficacité, d'autres non), d'être vigilant sur les risques de dérives et de protéger les personnes fragilisées des thérapeutes auto-proclamés, ou de s'abstenir a minima d'en faire la promotion.

Clément Chauvel

(1) <http://www.ville-palaiseau.fr/agenda/fiche/chrysalide-le-salon-du-bien-etre-1.htm>

(2) <http://www.brevtherapie.fr/astrologie/astrologie-medicale/>

(3) <http://www.salon-chrysalide.fr/>

(4) <https://www.viesdecouleurs.fr/frederique-pe-torin/>

COMMENT J'AI PERDU MA NAÏVETÉ #2

Chronique d'un licenciement annoncé. Cinq années dans une startup¹.



Le Courier des Lecteur·trice·s

Voilà, tout vient à point à qui sait attendre. Et ce n'était pas tendre ! Quand j'ai commencé chez Cracracar en 2012, cette jeune entreprise venait de révolutionner la pratique du covoiturage. Je travaillais au service client dit « service membre », ça fait plus économie collaborative. Après avoir fidélisé les *users*² sur un site à l'époque gratuit, Cracracar a instauré un service payant de réservation en ligne, et c'est devenu : « Cracracar, le covoiturage confiance ». Le créneau : répondre à un besoin économique de partage des frais d'essence. Les valeurs véhiculées : l'écologie et la rencontre humaine, avec lesquelles j'étais en adhésion.

Nous étions dans un petit bureau à Paris, une vingtaine de collègues, des *after works*³ sympathiques, des bonbons pour les anniversaires, etc. Aussi cool qu'un voyage en Combi Volkswagen. Un beau jour, sur notre route de *startup* en pleine ascension, nous avons reçu un mail dont l'objet était :

« How Cracracar conquest the world »

Ce jour a cessé d'être beau tant la mission était grande. Et puis ça manquait un peu d'humilité. On a laissé le Combi sur le bord de la route, et pour aller plus vite, on est tous montés dans une BMW. À partir de là, Cracracar a embauché à tour de bras. Une première levée de fond. On a déménagé. Même le Président de la République nous a rendu visite et a félicité « une réussite à la française ». On a ouvert du covoiturage dans d'autres pays, on a racheté d'autres sociétés de covoiturage, on a encore levé des fonds, on a embauché, on a encore déménagé, toujours plus grand, toujours plus luxueux. *Open space*⁴ dans de beaux quartiers avec toit-terrasse, design scandinave, chef cuisinier, baby-foot et jeux vidéos. Après une levée de fonds record de 100 millions de dollars en 2014, et de 200 millions l'année suivante, on a trouvé plein de supers partenaires comme Total, Axa, Boursorama, Vinci Autoroute, etc. Arrivé au partenariat avec Total, j'ai commencé à être sceptique sur les motivations « écologiques » de Cracracar. Oubliions éthique, logique commerciale et effets d'annonce. En offrant un bon pour de l'essence, Cracracar attire plein de *newcomers*⁵. Pour Total, c'est tout bénéf⁶ : blason développement durable redoré et baisse de la taxe générale sur les activités polluantes.

Marche arrière : une levée de fond ? Il s'agit d'investisseurs qui croient au projet (enfin à sa rentabilité), qui donnent des sous et qui deviennent actionnaires. Mais, comme dans un jeu, ils attendent de récupérer leur mise et plus encore. Pour ce faire, les investisseurs ont rejoint le conseil d'administration de la boîte. Le responsable financier du trio des *founders*⁶ a pris le contrôle de Cracracar.

Virage sec !

À ce point de l'histoire, la « licorne » (nom d'une startup valorisée à plus d'un milliard d'euros) a pris une Lamborghini restreignant le nombre de passagers. Et, du jour au lendemain, Taylor a fait son apparition. Nous, les salariés, on a eu des chiffres, des quotas, etc. Il n'y avait plus de service client, que des clients avec des robots pour leur répondre. J'ai pas su m'adapter à ça, j'étais pas la seule. Et puis on a arrêté de grandir, la faute aux « cars Macron » paraît-il, on a dû fermer Cracracar dans certains pays et externaliser certaines missions. Dans une interview, le directeur a dit : « Début 2012 nous n'étions qu'en France, nous sommes allés dans 22 pays en un temps record, c'est un choix d'ambition. C'est sûr, il y a eu un effet d'euphorie »**. Moi j'appelle ça de la mégalomanie, mais appelez-ça comme vous voulez.

Observation de l'environnement, rétrogradage, freinage !

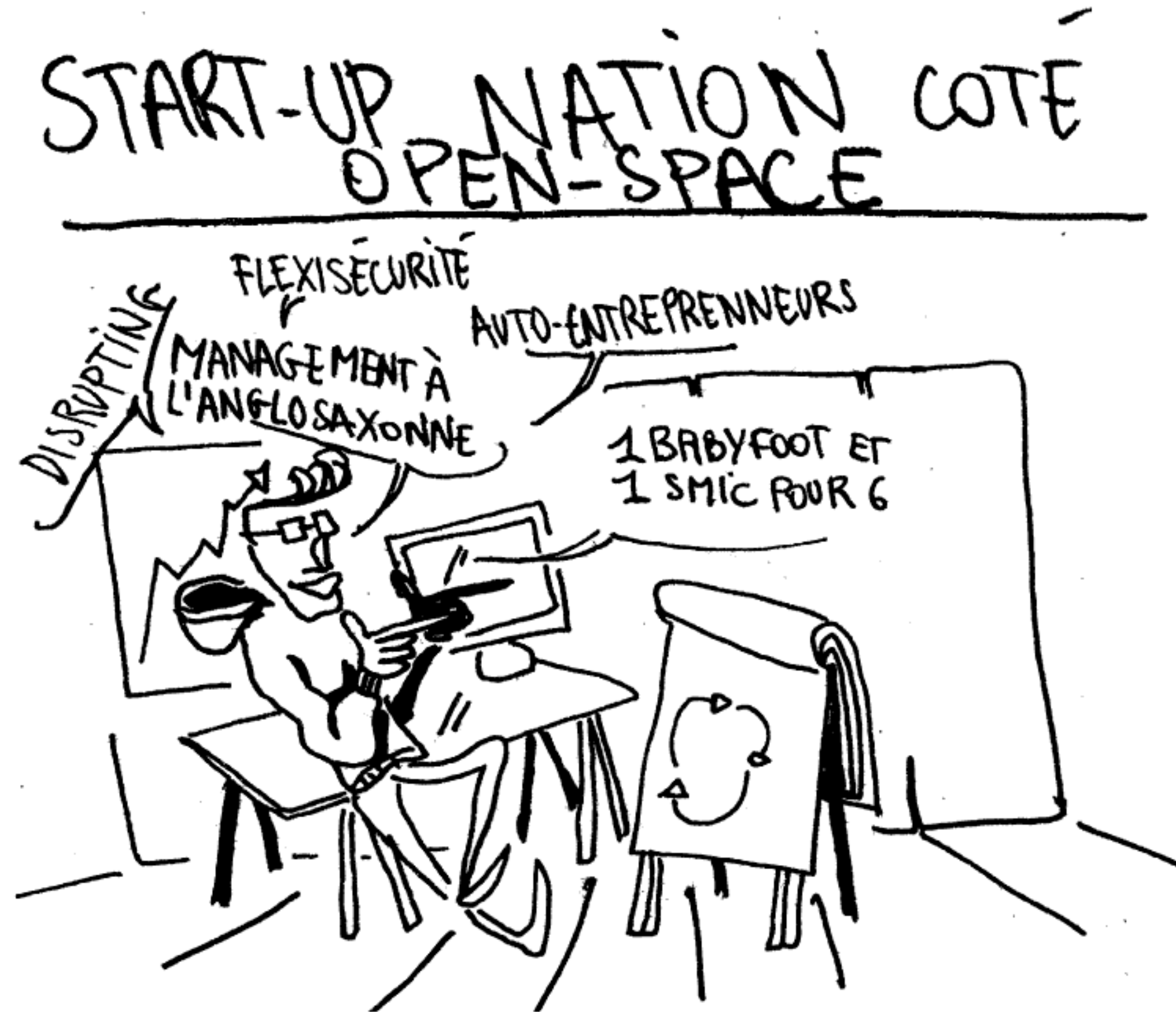
Le livre de Mathilde Ramadier *Bienvenue dans le nouveau monde. Comment j'ai survécu à la coolitude des startups* fait état d'un nouveau prolétariat et décode un manage-

ment 2.0 tout droit venu de la Silicon Valley, fondé sur l'horizontalité dit « *flat management* »... c'est-à-dire ? Abolir les codes hiérarchiques et remettre l'humain au centre de son travail en le responsabilisant. Waouh amazing ! Le rêve de beaucoup de salariés... sauf qu'en réalité, il y a des managers, managés par d'autres managers, et ainsi de suite jusqu'aux *founders*⁶. Le système reste pyramidal, la seule différence, c'est que tout ce beau monde a moins de trente ans. Sinon la

c'est hyper coool, ils ont même des baby-foots ». Le petit moi dans ma tête a crié « noon ».

Manon Pélissier

** citation extraite de l'article « En panne de croissance Blablacar se recentre sur la France », publié le 03/05/2017 sur le site <https://www.capital.fr/entreprises-marches/en-panne-de-croissance-blablacar-se-recentre-sur-la-france-1224977>



startup prend des risques, c'est aussi ce qui la caractérise. Alors oui, sauf au niveau salarial. C'est un peu la limite du modèle *startup* dont les pratiques sont frileuses pour ce qui est de l'engagement. Des périodes d'essais très longues, des CDD maintes fois renouvelés, des travailleurs indépendants. Quant aux CDI, pour en obtenir un, il faudra avoir fait preuve d'abnégation : présence aux *events*⁷ organisés par la boîte, offre d'heures supplémentaires, esprit ultra *corporate*⁸ et usage d'anglicismes à foison. Et comme le CDI est rare, l'individualisme est de mise.

Épilogue :

Les plus anciens des salariés ont été mis à la porte et j'étais la prochaine sur la liste. J'ai reçu une lettre de convocation préalable au licenciement : je n'étais plus apte. J'ai rencontré la déléguée du personnel qui m'a fortement poussée à lâcher prise. J'ai fini par lâcher prise... chez le médecin. Elle m'arrête quelques jours et me dit : « Ne vous inquiétez pas. Vous êtes jeune, vous retrouverez facilement. J'ai des copains qui travaillent sur le plateau de Saclay dans des jeunes entreprises, ils ne sont pas très bien payés mais

Petit lexique non exhaustif de la startup :

- (1) Entreprise innovante à fort potentiel de croissance... a priori.
- (2) Utilisateurs du site. Les plus motivés deviendront des *helpers*, gentils membres de la communauté, « prêts à donner des conseils » (bénévolement) aux nouveaux arrivants sur le site.
- (3) Bonne biture entre collègues dans des bars à concept branchés.
- (4) Espace ouvert. Oublie le grand bonjour à tes collègues, ton fou rire de fin de journée quand tu es fatigué, même la déglutition de ton café est trop bruyante. Oublie qui tu es. Change de place. Ne prends pas de pause car tout le monde te voit.
- (5) Nouveaux inscrits sur le site. Le *newcomer* veut ardemment appartenir à la communauté et devenir « *Ambassadeur* », top level du membre chez cracracar.
- (6) Fondateurs.
- (7) Événements organisés par la startup. « Tu viens à l'event vendredi ? Il y aura les *founders* et les *helpers*, ça va être fun and serious. »
- (8) État d'esprit. Issu du latin *corporatus*, participe passé de *corporare*, « incorporer ». Conformément à son étymologie, il signifie « qui a un esprit de corps ».



Bonjour,

Je suis une fidèle lectrice du petit ZPL et je tenais à vous complimenter pour cette initiative. J'imagine le travail que cela implique, pour l'écriture des textes, la mise en page, l'impression, la distribution, etc. D'autant que vous êtes certainement tous des bénévoles. Félicitations ! J'adore vos illustrations parfois insolites, votre humour cocasse, voire même souvent sarcastique, mais ne dit-on pas que le sarcasme est le degré zéro de l'humour mais le signe d'une intelligence supérieure ;-).

Pourtant malgré mon enthousiasme à lire votre journal je ressens, lorsque je ferme la dernière page, comme un sentiment de désolation. Je comprends et respecte vos colères, vos révoltes, vos insurrections. Cependant j'ai du mal à croire qu'il n'y ait pas des choses positives à dire sur Zopal. Qu'il n'y ait pas une petite place dans « le petit ZPL » pour y glisser au moins une chronique favorable sur notre ville. Cette ville où vous vivez, où vous restez !

La fantaisie de vos articles laisse supposer que vous avez un esprit enjoué, de ce fait je suis convaincue que vos plumes peuvent composer sur des sujets heureux. Alors, au milieu de vos mécontentements justifiés, donnez-nous quelquefois la chance de pouvoir les découvrir ! Askip avoir un esprit positif c'est bon pour la santé.

Wesh, j'kiffe le petit ZPL ;-)

Line

Wesh Line,

Tout d'abord, merci de nous caresser dans le sens des plumes, un gros cimer pour tes bons mots sur notre torchon. Ouais, t'as capté, on est bénévoles et c'est parfois compliqué de faire un journal de Z à L en passant par le P !

C'est vrai, on a des fois la plume acide, c'est pas la première fois qu'on nous le dit. En fait, on considère que beaucoup de sujets vous comme « positifs » sont déjà amplement traités ailleurs. Le *Palaiseau Mag'* ne lésine pas en la matière lorsqu'il s'agit de se gargariser des belles choses qui se font dans la ville. Certaines initiatives locales sont largement relayées par divers médias locaux tels que *Le Parisien*, *Le Républicain de l'Essonne*, *Essonne Info*, etc.

De notre côté, on essaye en général de proposer des contenus qu'on ne peut pas trop lire ailleurs, car trop locaux pour la presse nationale ou trop subversifs pour la presse locale. De plus, parmi les initiatives que nous soutenons, certain.e.s, inquiet.e.s d'éventuelles conséquences sur leurs projets, ne souhaitent pas être publiquement associé.e.s à notre torchon. Par contre, on a trouvé ça positif de parler de l'Observatoire du Centre de Rétention Administrative, du collectif *Stop Linky* ou encore du collectif de parents d'élèves contre la fermeture de l'école *Bara*, etc.

Surtout, nous aimons à considérer que la critique est positive. L'idée c'est plutôt de montrer ce qui déconne, on ne prétend pas déterminer de solutions. D'autres sont plus à même d'en proposer et c'est pour cela qu'on essaye de leur donner la parole dans nos enquêtes.

La vie de nos mères, nous n'excluons pas de parler de sujet plus positifs, mais faut dire que ça nous vient pas à l'esprit naturellement. Du coup, si t'as une idée de sujet dans ce registre, écris-nous, ou mieux, passe nous en parler au 110 rue de Paris !

Des bises à toi,



L'équipe du Petit ZPL

TÈNK IL Y AURA DES DOCS

À l'heure où l'audiovisuel public accuse une baisse de budget de trente-six millions d'euros, la diversité des programmations risque d'être impactée. Pour les amateurs de documentaires, la chaîne Arte, qui a considérablement réduit la case « documentaires d'auteurs » par souci d'audience ces dernières années, ne satisfait plus la curiosité du public épris d'images humanistes et poétiques.

Notre regard s'est porté sur le site Tènk, une alternative à la frilosité des programmeurs et producteurs des chaînes publiques. C'est en 2016 pendant le festival « États généraux du film documentaire », à Lussas, qu'est né le projet. Nous vous invitons à vous balader sur le site et à découvrir, sans modération, des films qui, à défaut de changer le monde, peuvent changer le regard porté sur celui-ci.

Depuis sa création, de nouveaux documentaires sont mis en ligne chaque semaine pour une durée de deux mois, accessibles moyennant un abonnement (60 euros pour l'année, 33 euros pour 6 mois, 18 euros pour 3 mois). Sur le site, on trouve des sections dites « plages », telles que « Premières bobines », « Écologie », « Sciences », « Docmonde », « Histoire & politique », « Brouillon d'un rêve » etc. Au choix de catégorie s'ajoutent des filtres offrant des options de sélection comme la durée du film ou la date de réalisation. Si le documentaire est une représentation du réel, les films sélectionnés par Tènk offrent un regard singulier, subjectif, et complexe.

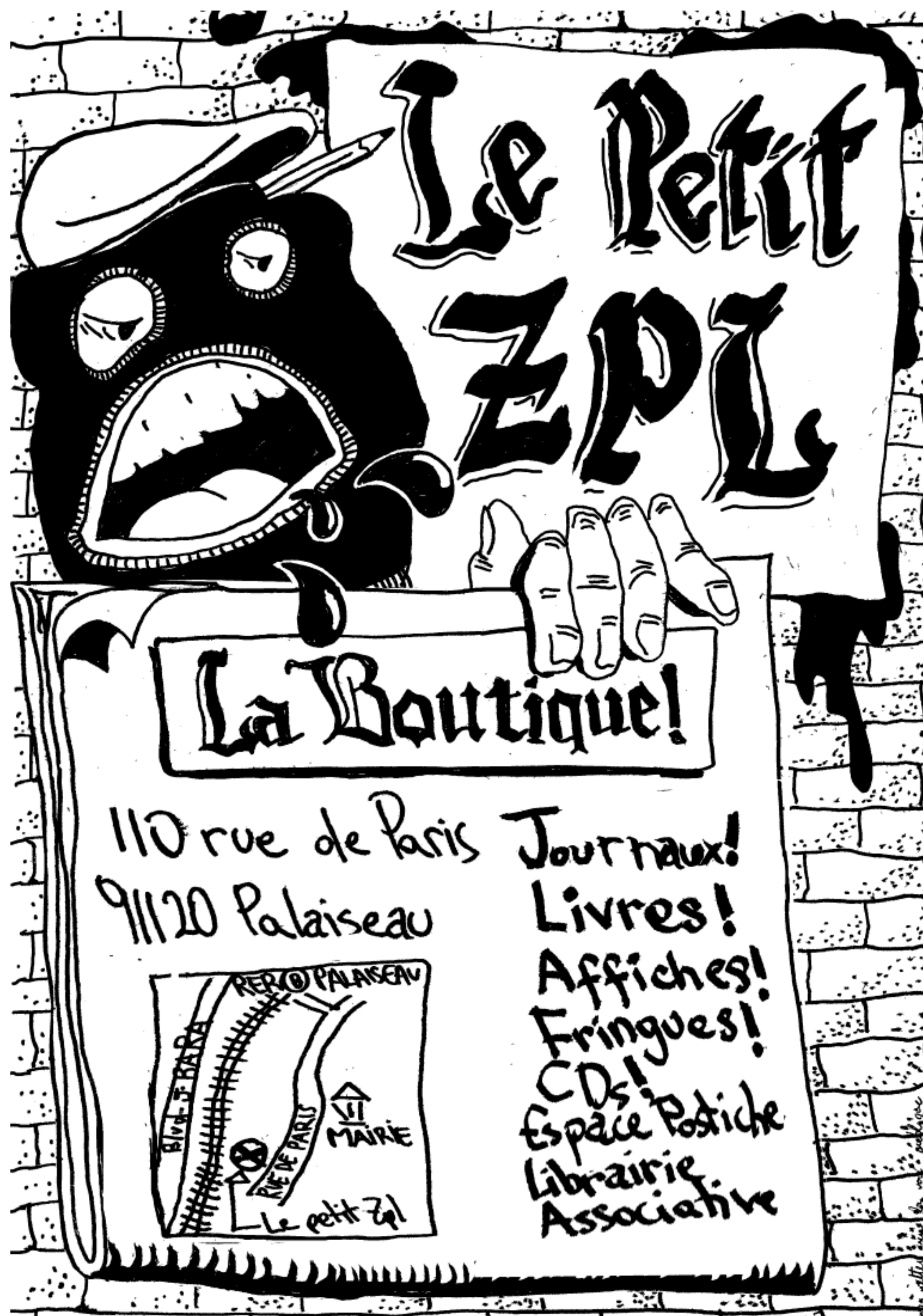
La programmation est en résonance avec l'actualité cinématographique. Suite à la sortie du film de Barbet Schroeder, Le Vénérable W, Tènk a programmé les deux premiers volets de la Trilogie du mal du même auteur - Général Idi Amin Dada : Autoportrait et L'avocat de la terreur.

Les films de réalisateurs confirmés sont présentés. On pourra citer entre autres Jean Rouch, Johan Van der Keuken, Frederick Wiseman, Raymond Depardon, Agnès Varda. Outre ces grands noms, on découvre des réalisateurs talentueux de toutes nationalités, plus ou moins connus. Alice Diop livre un moyen métrage bouleversant : Vers la tendresse explore l'intimité amoureuse de jeunes hommes des banlieues de Paris. On découvre également, loin du documentaire rébarbatif, des perles. À titre d'exemple, La vierge, les coptes et moi de Namir Abdel Messeh est construit comme une comédie. Quant au film Le libraire de Belfatst d'Alessandra Celesia, la narration, proche d'une fiction, confère à la réalité une note de féerie tant les rencontres autour d'un libraire passionné de vieux livres sont improbables et touchantes.

Ces quelques exemples illustrent la pluralité des documentaires sur Tènk. Le documentaire dit « de création » ou « d'auteur » est une forme libre, donc fragile. On observe souvent une authenticité précieuse dans la démarche, fruit d'un travail acharné pour aboutir à la diffusion. Le genre « documentaire » n'est pas rentable pour les réalisateurs. Il ne peut être soumis au diktat de l'audimat.

Manon Pélissier

«LE NOUVEAU MULTIPLEX DE MASSY S'AFFICHE À PALAISEAU»



LE COIN DES RAGEUX : ROND, ROND, PETIT PATAPON

Cui cui chantent les oiseaux,
Ce matin on s'en tamponne.
Sur cette terre qui tourne,
Vroum vroum font les voitures,
Rouge rouge éclaire le feu,
Kuf kuf toussent les passants,
Tut tut crient les klaxonnes,
Tic tac fait l'horloge,
Grrr grrr font les automobilistes.
Ici, ici sont les bouchons,
Matin et soir sur le chemin
Du travail.

On le sait tous. Il y a trop de voitures sur terre. Et c'est loin de s'arranger. Au moment où nous devrions tous nous questionner sur nos actions quotidiennes et leurs répercussions sur notre environnement, nos choix individuels passent encore avant tout et nous amènent dans la majorité des cas à utiliser notre automobile tous les jours, pour répondre à nos problèmes journaliers, jusqu'à saturation. Cela implique des crises sanitaires liées à la pollution dans certains pays ou à certaines périodes de l'année dans les grandes villes mais aussi à d'innombrables kilomètres de bouchons chaque jour. Quand certaines situations peuvent être évitées et résolues en prenant les moyens de transports en commun ou du covoiturage allant jusqu'au télé-travail, certaines personnes ne peuvent que se contraindre à ce moyen de transport polluant et encombrant qu'est la voiture. Alors que pouvons nous faire à l'échelle de notre ville face aux problématiques de circulation ?

Non ça ne tourne pas rond à Palaiseau.

La circulation aux heures de pointe y est désastreuse. La faute à un aménagement urbain mal pensé. Les automobilistes palaisiens en subissent les conséquences. Les mairies précédentes avaient bien commencé à fluidifier les routes dans la ville. Des améliorations d'équipements existant ont bien été réalisés, avec des limitations de vitesse modifiées dans certains quartiers. Puis plus rien avec la nouvelle municipalité. Et surtout, aucune avancée sur les gros points noirs de circulation à Palaiseau.

Ah si, ils commencent à y réfléchir. Début 2018, trois ans après leur élection, ils vont intervenir sur l'axe du quartier de la Mesure jusqu'à la Maison des Solidarités en y ajoutant un « îlot central » et un changement du « timing » des feux tricolores (cf le Palaiseau Mag N° 221 de décembre 2017).

Est ce la solution optimum ?

La décision prise par la municipalité est donc un début de réponse mais est-elle adéquate ? Mettre des feux tri-

colores et des ronds-points ensemble sur le même axe routier a-t-il un sens pour fluidifier le trafic ? Ces équipements routiers ont un fonctionnement complètement opposé. On le voit bien quotidiennement. Les automobilistes sont ainsi amenés, sans résistance, grâce aux ronds points au cœur de notre ville puis se retrouvent bloqués ensuite par les feux, créant les bouchons que l'on connaît si bien, devant nos écoles et autres lieux publics au grand dam des piétons respirant les gaz toxiques de toutes ces voitures. Alors pourquoi faire des demi-mesures ? Pourquoi déplacer le problème plutôt que de le régler ?

N'y a t'il pas plus simple ?

Une solution est déjà là, mise en place à certains carrefours de notre ville. Rien de révolutionnaire. Rien de nouveau. On en a déjà parlé. Cela fait plus d'un siècle qu'un Français l'a inventé (1). De nombreuses grandes villes l'ont déjà adopté (2). Certaines l'ont même globalisé à toute leur agglomération (3). Vous l'aurez évidemment reconnu. Le rond-point, de toutes les tailles, petit ou grand, simple ou double. Il est partout. Partout sauf à certains endroits à Palaiseau où d'irréductibles feux tricolores résistent pour notre plus grand malheur.

Le rond-point a pourtant tout pour plaire. Il fluidifie le trafic tout en faisant baisser la vitesse des voitures, réduisant ainsi le risque d'accident mortel d'environ 40%. Les chiffres parlent d'eux même*. C'est l'outil idéal pour résoudre le problème des bouchons en ville tout en préservant la sécurité routière. Les acteurs publics le savent. C'est pour ça que les projets de construction se multiplient et que la France détient le record du monde du plus grand nombre de carrefours giratoires.

Alors pourquoi n'est il pas présent à chacun de nos carrefours ?

Ses détracteurs diront que cela coûte une fortune de faire un rond-point. De l'ordre de 100 000 à 1 million d'euros

LESPETITES REMARQUES QUI MARQUENT QUI MARQUENT

Si vous nous lisez, vous le savez : on se trimballe un peu partout dans la ville afin de distribuer notre torchon. Du coup on a parfois droit à quelques perles de notre (éventuel) lectorat. Morceaux choisis.

- « J'aime pas votre truc... c'est trop agressif je trouve. »
Une lectrice sensible
- « C'est bien la jeunesse. Moi aussi je garde l'esprit jeune... On essaye. Enfin moi j'essaye - j'veux pas généraliser - de faire du mieux que je peux à la mairie. »
- Jean Yves Sire, maire adjoint en charge du sport et de la culture
- « J'le prends, mais j'le paye pas »
- Le même Jean Yves, en plus radin
- « Le CRA ça va, c'est pas le goulag »
- Un lecteur, visiblement historien
- « J'suis à moitié aveugle mais c'est bien, je vous souhaite de réussir »
- Un monsieur honnête, juste avant de reprendre le volant de sa caisse
- « Je donne (les sous) à la jeune fille, mais pas au monsieur »
- Une lectrice potentiellement DRH
- « On le lit on n'est pas que des crétins à la mairie »
- Marie-Christine Graveleau, maire adjointe en charge des affaires scolaires
- « Vous êtes contre le maire ? Il faut pas qu'on me voit avec vous alors... »
- Un lecteur prudent, en détaillant
- « Si vous saviez ce que je voudrais en faire de votre journal »
- A nouveau Marie-Christine Graveleau, une élue pleine de projets
- « Oh c'est super ça, vu votre allure vous devez pas trop voter Fillon ou Le Pen. On dit que l'habit ne fait pas le moine, mais... »
- Un lecteur en costard, Fashion designer
- « Oui, je connais. Je l'ai au bureau. »
- Julien Grousset, chef du cabinet du maire, en réinsertion.
- « Ah voilà mes amis du Petit ZPL, ceux qui veulent tout péter. Moi aussi j'étais comme ça à 25 ans, avec quelques bédos par ci par là... Et puis à 50 ans on s'arrête. On s'met au vélo, à la circulation douce... »
- Gilles Cordier, élu en charge de la circulation, du stationnement et de la roue libre
- « J'ai jamais acheté un autre journal que celui là »
- Un lecteur pas objectif

Décembre 2017... Mairie de Palaiseau... Réunion de crise.



AGENDA CONCERTS

VINYL & CHILLIN' #4 - Sam. Mars

Présenté par Broc Recordz et Paul B

Plus de 30 exposants, rencontres et échanges, jams, showcases et DJ sets :

DA'PRO (Force Pure), IZEEKA aka KASHA, HONEY G aka JIM HONEY, JIGGY JON aux platines et d'autres surprises...

10H - 18H - Entrée Libre - PAUL B. - Massy (91)

Avec l'association 6ème sens

www.paul-b.fr

FESTIVAL PALMIPÈDE #2 - 13 & 14 Avril

Organisé par la MJC de Palaiseau

2ème édition du festoche de la MJC, bons délires, concerts et découvertes, lumières, bar, rencontres etc.

Lysistrata, Zeska, Partout Partout, Twin Arrows, Casey, O'Max, SARO, Le Vasco, Turfu...

À partir de 20H - 10€ - Pass 2 jours 15€ - MJC Palaiseau (91)

www.mjcpalaiseau.com

CONCERT-RÉSSOI OMP - Sam. 28 Avril

Organisé par l'Opération Maxi Puissance

La bande du festoche Aoutside organise une série de soirées à la salle Audiberti.

Bouffe, fête, discutaille, bar, musique, presse, vidéoprojections et tout ce que vous apportez.

PROGRAMMATION EN COURS

18H - 01H - 4€ Tarif normal - 5€ ou + Tarif soutien

Maison de quartier Audiberti - Palaiseau, Lozère (91)



«Bilan de mi-mandat : 85% des palaisien.nes approuvent l'action de la ville à l'égard des seniors»

ASKIPARÉ...

Askip Palaiseau, c'est plus une ville très très calme
Askip Palaiseau, c'est seulement très calme

Askip le maire a fait un sondage maison
Askip, avec l'IPSOS « ça aurait coûté 50 000€ »
Askip l'enquête de victimation, « elle, a coûté moins de 5 000 € »

Askip on sort un numéro tous les trois mois
Askip on est subventionné-e-s par le PS

Askip David Ros, dans l'temps, fallait pas toucher à son pote

Askip la rue de Paris, c'est la rue de la Peur
Askip 43 caméras c'est pas encore assez
Askip 16 policiers-ères municipaux-ales non plus

Askip Jésus naquit au Ferry
Askip Le Ferry d'avant Lasteyrie, c'était « pas très catholique »
Askip Le Ferry maintenant c'est bien mieux, la mairie y organise des concerts évangélistes
Askip les lois Jules Ferry (1881-82) ont rendu l'école obligatoire, gratuite et laïque

Askip Lasteyrie n'est plus secrétaire départemental des Républicains
Askip Lasteyrie, il est constructif
Askip Lasteyrie, il est encore à quatre pattes, mais il est bientôt en marche

Askip pour tous-tes les commerçant-e-s, le problème c'est le stationnement
Askip les ronds-points, ça irait plus vite
Askip « CraCraCar », c'est pas son vrai nom

Askip on a eu un stagiaire
Askip sa mère elle a dit oui
Askip le collègue aussi
Askip la mairie, elle prend pas de stagiaires

Askip y avait pas d'rennes au marché de Noël
Askip à Gif, ils ont failli avoir un ours
Askip on a eu un âne

Askip le maire, il a fait une manif
Askip c'est la première fois
Askip le Palaiseau Mag' a couvert l'événement

Askip y a beaucoup trop de Askip

Askip on veut pas d'nous à l'Essor Palaisien
Askip pour y entrer, c'est compliqué

Askip les commerçant-e-s de la rue de Paris ont le 06 de la police
Askip on a une boutique rue de Paris
Askip on n'a pas reçu le 06 de la police

Askip des voisin-e-s veulent faire fermer le Shamrock

Askip il n'y a que dix nouveaux au « Conseil Des Jeunes »
Askip la mairie en attendait 39

Askip y a pas de règles pour les askip

SEXISME ORDINAIRE A ZOPAL



Tu galères à choper Le Petit ZPL ? Abonne-toi !

Vous vous levez trop tôt pour nous ? On se lève trop tard pour vous ? Vous travaillez le dimanche ? On vous tient les deux jambes trop longtemps et vous ratez votre RER ou vos rendez-vous ? Abonnez-vous et participez au financement d'une presse palaisienne indépendante !

La formule proposée : 5 numéros à prix libre. C'est vous qui définissez le prix pour cinq numéros. Seul bémol, on vous demande de prendre en charge le coût de l'envoi en joignant cinq timbres à 1,60 € ou en ajoutant 8 € à votre abonnement. Votre chèque est à libeller à l'ordre de **Cuculla Pralinae** et à envoyer ou déposer au 110 rue de Paris 91120 Palaiseau.

Je m'abonne à partir du numéro

Je m'abonne à € (abonnement à prix libre) et je joins cinq timbres à 1,60€

Je m'abonne à € (abonnement à prix libre) et ajoute 8 €, soit un total de euro

Coordonnées

Nom Prénom

Adresse de livraison

Ville Code postal

Courriel

Le gros mot du numéro

Calme : Adjectif ambivalent pouvant désigner des attitudes parfaitement contradictoires

Par exemple : Je suis très calme, dit-il, en lui collant une droite.

Cette contradiction viscérale génère parfois des épisodes délirants dans le champ politique.

Par exemple : Il a installé des caméras dans une ville qu'il trouvait «très calme».

L'usage du terme calme varie selon les contextes sociaux. Ainsi pour les bourgeois.e.s, il peut signifier tranquillité ou ennui. Dans ces cas-là, pour les prolos, il est souvent annonciateur d'emmerdes.

Pour toutes ces raisons il est déconseillé de l'utiliser à l'impératif, car il est un peu absurde et totalement inefficace.

Par exemple : Calmez-vous !



Un bon coup d pouce pour le papier, merci à nos abonné.e.s

LEXIQUE

Coco : verlan de coco, signifiant communiste. D'usage ambivalent, il peut signifier complicité ou mépris pour la pensée marxiste.

Co-construire : «construire avec», c'est-à-dire associer la population destinataire d'une action ou d'une politique publique à sa conception et/ou à sa réalisation. Selon de très nombreux élus, il y a très largement moyen de faire semblant.

Co-déconstruire : déconstruire avec les copains quelque chose qui a été mal ou faussement construit par d'autres.

Devoir de réserve : obligation des fonctionnaires, le devoir de réserve consiste à taire ses convictions politiques, religieuses, militantes et philosophiques lorsqu'on exerce une activité de service public afin de garantir la liberté de conscience des citoyen.nes, ayants droits aux services publics.

Esotérique : réservé à un cercle d'initiés; obscur ou incompréhensible en dehors de ce cercle. Par exemple : « une distinction esotérique entre une ville «très calme» et une ville «très très calme»

Flipper : playstation préhistorique difficile à installer dans une chambre d'enfants. Matériel de jeu nécessitant une bonne synchronisation des doigts et quelques coups de reins mesurés, sinon, ça tilte.

Gentifié : adjectif provenant du terme gentrification. La gentrification désigne le réinvestissement de quartiers populaires par des bourgeois amoureux de l'entre soi. Ce processus implique l'exclusion des classes et des conduites populaires des lieux ré-embourgeoisés.

Incivilités : actes ou comportements qui enfreignent les règles élémentaires de la vie en société, du respect envers autrui ou de la courtoisie. L'usage de ce terme est régulièrement remis en question puisqu'il est souvent teinté d'ethnocentrisme. En effet, l'incivilité des Ostrogoths correspondant parfois à la politesse des Wisigoths, mieux vaut se renseigner sur les coutumes locales avant de taxer un comportement d'incivilité. Par exemple : cracher par terre, pisser partout, lever le petit doigt en buvant du thé, se curer le nez au volant d'un 4/4, taguer un mur, manipuler la présentation aux citoyens des résultats d'un sondage municipal, contrôler l'identité d'un passant comme par hasard. Quand on lit ce bordel, on prend rapidement conscience que l'usage du terme incivilité relève de l'incivilité.

Intergénérationnel : ce terme peut désigner des conduites normales de mélange d'âges en société (1), ou une programmation artificielle de tranches d'années kiffée par les institutions. Exemple (1) : elle a le swag, ta grand-mère! Exemple (2) : les mouffets de la halte-garderie ont refilé la varicelle aux pensionnaires de la maison de retraite.

Médiation : conduite professionnelle ou bénévole consistant à réguler une petite embrouille sans gravité avec des gestes amicaux, des paroles sereines assorties de propositions raisonnables et respectueuses des gens.

Méritocratie : terme ambivalent, pernicieux et galvaudé. A l'origine, il qualifiait la volonté de donner plus à celles et ceux qui méritent plus, selon des conceptions hasardeuses du mérite. De nos jours, il vise essentiellement à justifier les privilèges des élites, en leur attribuant un mérite des plus discutables.

Phallocratie : littéralement «gouvernement du phallus». Désigne, pour la dénoncer, la domination symbolique, sociale ou politique des hommes sur les femmes. Ne désigne pas le fait d'être gouverné par des glands

Que tchi : rien, rien du tout, que dalle, nothing, walou, nada. Se rencontre aussi sous la forme «que pouic».

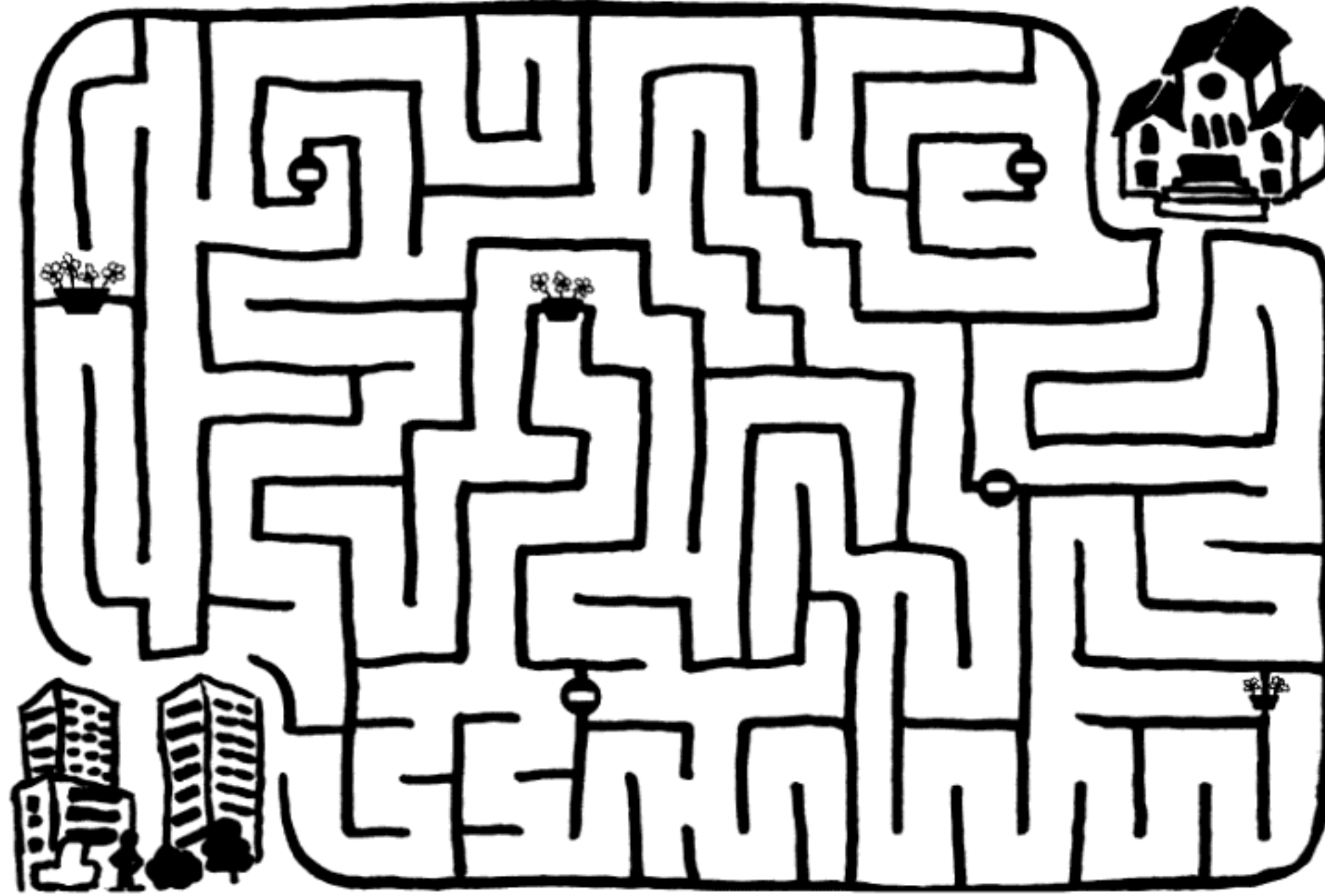
Street staging : anglicisme désignant la réappropriation de l'espace public par l'art de la pose en pleine rue, de manière prolongée. Pour ses adeptes, il s'agit d'une forme légitime de balade immobile. Le street staging désigne une activité gratuite et ouverte à tous mais qui s'avère être fort mal réputée en période d'hystérie sécuritaire gentrifiée.

Zopalien.nes : Palaisien.nes à l'envers, les Zopaliens et les Zopaliennes entretiennent des liens très forts avec le retournement du monde.

Exemple d'usage spontané du lexique :

On a fait un **flipper intergénérationnel** après le **street staging**. Georgette et Cunégonde, deux **zopaliennes cocos**, ont gagné une partie pour **que tchi** grâce à la **méritocratie**. Après, on s'est demandé comment **co-déconstruire** la **gentrification phallocratique** quand on se fait traiter d'**incivilités**. On a **co-construit** un projet **ésotérique** basé sur la **médiation** et le **devoir de réserve**.

TROUVE LE CHEMIN DE LA MIXITÉ SOCIALE



Ce qui risque de faire les gros titres dans les prochains numéros. Proposez-les vôtres ! Ecrivez-nous : lepetitzpl@zpl.zone

HOROSCOPE



Source : Bilan de mi-mandat, ville de Palaiseau. Deux prototypes palaisiens, si l'on en croit la com' municipale.

Climat astral

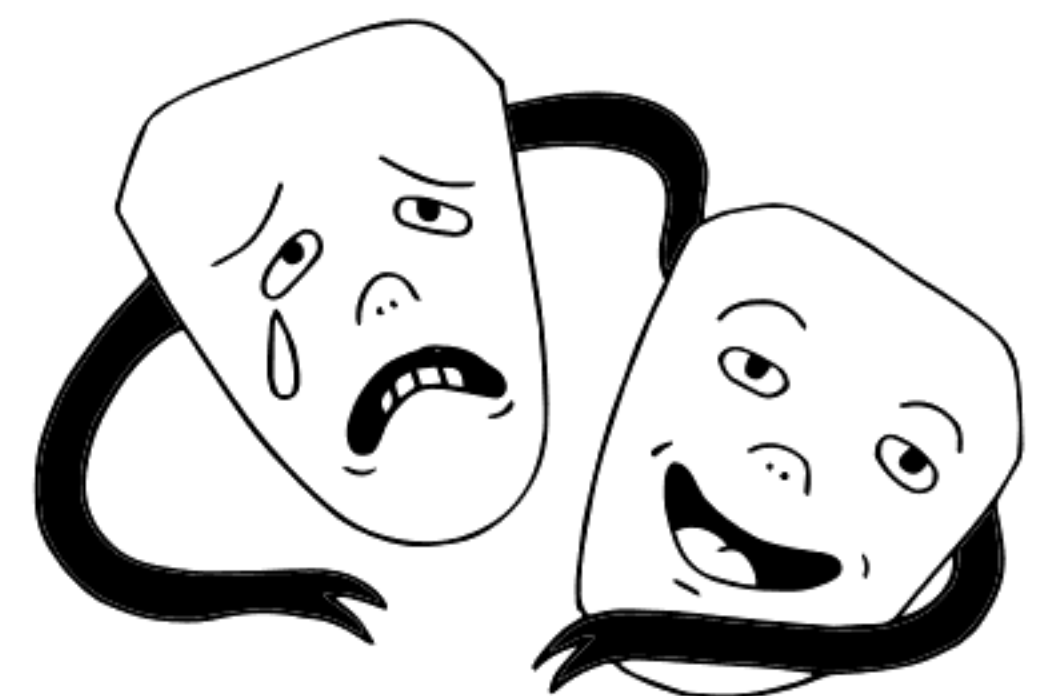
GEMEAUX

Travail. Que de questionnements ces derniers temps. Celles et ceux qui n'auront pas déposé le bilan l'auront peut-être dressé. Vous avez loupé le coche, mais répondre schizophréniquement aux questionnaires d'un tas de revues plus ou moins bidons vous fait le plus grand bien. C'est bon de donner son avis sur la vie.

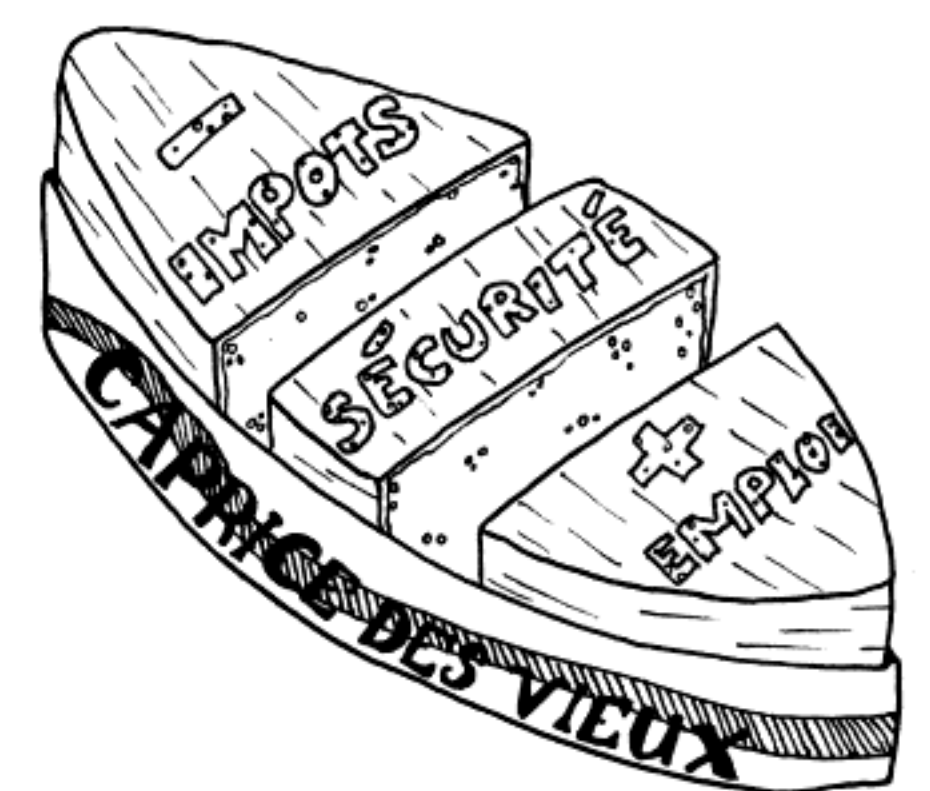
Santé. Jupiter est un petit peu omniprésent. Une séance d'astro-hypno-manipulothérapie au Salon Chrysalide, et le calme revient. Votre environnement est très calme et sain.

Cœur. C'est très très calme.

Arde



VOUS REPRENDREZ BIEN UN PEU DE FROMETON...



...AVEC TOUTES CES SALADES.



PERMIS DE CO-CONSTRUIRE

BÉNÉFICIAIRE : *Le Petit ZPL*

NATURE DU PROJET
RÉDACTION - ILLUSTRATION - ENQUÊTE

Non à la troisième piscine à Palaiseau

La ZONE 30

Des sans-abris expulsés de ZPL à la fin de l'hiver

LIGNE 18 ÉCOLO OU PAS ? La place des femmes dans l'espace public

Un jeune aurait été aperçu au Ferry

Scandales dans les services municipaux

etc...

MAIRIE DE : ZOP AL

SUPERFICIE DU TERRAIN : TOUT LE JOURNAL



Droit de recours : le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent (art. R 00-2 du code de l'urbanisme). Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du recours (art. 600-1 du code de l'urbanisme). Arrêté du 11 septembre 2007.

www.lepetitzpl@zpl.zone

CHANTIER CONSEILLÉ AU PUBLIC

Le Petit ZPL - Nounours :

Date de parution : 17 février 2018

Contributions : Mathilde Ermakoff, Raphaël Godechot, Sabrina Belbachir, Clément Chauvel, Tom Sal-lès, Kevinz Laroux, Mesa, Adriche, Lucie SBZ, George Gallup, Manon Pélissier, Briac Chauvel, Mike Strach, Valentine Deluy, Kaplan, Claude Peschanski, Benjamin Ordenez, Flush, Profkiller, L.L.V, ANT, Laury C., Arde, Sévan Melkonian, Émilie Mady, Laetitia Grison

Directeur de la publication : Raphaël Godechot

Édition : Shtag Lab / Cuculla Pralinae

Impression : FEVRE, 72 avenue du Président Wilson - 93100 Montreuil

ISSN : 2495-5604

Contact : lepetitzpl@zpl.zone

Web : https://lepetitzpl.zpl.zone

Tiré à 3500 ex

